

Février 2015

numéro 4

AVALANCHE

Correspondance anarchiste





Uruguay

Anarquía
http://periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

El Amanecer (Chillan)
http://periodicoelamanecer.wordpress.com

El Surco (Santiago)
http://periodicoelsurco.wordpress.com

El Sembrador (Cauquenes)
http://periodicoelsembrador.wordpress.com

El Sol Ácrata (Antofagasta)
http://periodicoelsolacrata.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras (Santiago)
sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Kiebre (Concepcion - Talcahauano)
http://revistakiebre.wordpress.com

Argentine

Exquisita Rebeldía (Buenos Aires)
exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos
publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Mexique

Negación
negacion_revista@riseup.net

Italie

Finimondo
http://www.finimondo.org

Tairsìa (Salento)
tairsia@gmail.com

Espagne

Infierno
revista_infierno@yahoo.com

Aversión
aversion@riseup.net

Belgique

Hors Service (Bruxelles)
http://journalhorsservice.blogspot.be

Salto
http://salto.noblogs.org

Pays-Bas

Kaduuk (Amsterdam)
kaduuk@riseup.net

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)
upprorsbladet@riseup.net

Suisse

Aufruhr (Zürich)
http://aufruhr.noblogs.org

Dissonanz (Zürich)
dissonanz-a@riseup.net

Allemagne

Wut im Bauch (Hamburg)
wutimbauch@riseup.net

Fernweh (München)
http://fernweh.noblogs.org

France

Lucioles (Paris)
http://luciolesdanslanuit.blogspot.fr

Subversions
subversions@riseup.net

Royaume-Uni

From Here On In (Bristol)
http://fromhereonin2012.wordpress.com

Canada

Sabotage Media
http://sabotagemedia.anarkhia.org

Etats-Unis

Storming Heaven (Seattle)
http://stormingheaven.noblogs.org

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)
http://www.pugetsoundanarchists.org/

Sites web

Contrainfo
http://contrainfo.espiv.net

Act for freedom now
http://actforfree.nostate.net

Tabula Rasa
http://www.atabularasa.org

Voz como arma
http://vozcomoarma.noblogs.org

Brèves du désordre
http://cettesemaine.info/breves/

Non Fides
http://www.non-fides.fr

Editorial

Si la domination traverse aujourd'hui une période d'instabilité et d'incertitude liées à la vaste restructuration en cours au niveau économique, politique et sociale, le pouvoir pousse inexorablement vers une *mobilisation totale* de l'ensemble de la population. Comme il est à la recherche de produire un nouveau consensus, une nouvelle adhésion des sujets au projet de la domination ou, le cas échéant, une soumission durable parmi les réfractaires d'hier, il n'est guère étonnant qu'on assiste à un renforcement sensible de la répression. Ce qui pourrait peut-être nous surprendre, c'est plutôt la rapidité avec laquelle des pans entiers de la société sont militarisés, la vitesse des modifications du cadre juridique, l'allure de la pénétration des technologies et des mesures de contrôle dans l'ensemble de la société.

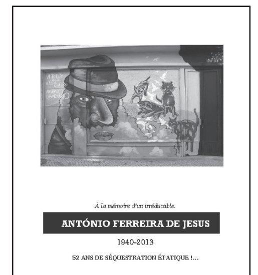
Suite à la déclaration de plusieurs guerres par les pays européens (Lybie, Afrique Centrale, Syrie,…) et l'attentat perpétré à Paris par des combattants de la guerre sainte, plusieurs pays ont mis en œuvre une énorme expérimentation au niveau sécuritaire. Même les soldats dans la rue, jadis un signe typique de la guerre ou de l'insurrection qui s'approche, n'ont pas manqué à l'appel. Il s'agit, comme le prescrivent les experts de l'antiterrorisme, de « saturer le territoire », autant par la présence physique d'une marée de fidèles au pouvoir que par l'inondation de toute espace de réflexion par la propagande pro-système. Dans la ligne de mire se trouvent évidemment pas seulement (voire même pas tellement) les partisans de la guerre sainte, mais tous et toutes ceux et celles qui posent problème à la « paix » des marchés et à la stabilité des institutions, les populations superflues à l'accumulation capitaliste comme les révolutionnaires déclarés, les inadaptés au monde de la technologie comme les chiens de rue enragés.

En effet, tout Etat tend logiquement vers le totalitarisme, qui, selon les époques et les périodes, peut prendre la forme de la dictature fasciste comme la république guerrière, de démocratie touchant les sommets d'écrasement de l'individu comme de technocratie soumettant l'ensemble de la population aux prérogatives des algorithmes et des machines. Le totalitarisme implique *tout*, elle requière une mobilisation *totale*, une adhésion *complète*. Si il y a quelques années, des soulèvements au cri de liberté et de dignité ont éclatés de l'autre côté de la Méditerranée, aujourd'hui, on voit l'ensemble des Etats répondre, préventivement dans la plupart des cas, à l'éventualité d'une menace subversive. Et les Etats, qu'ils soient démocratiques ou despotiques, théocratiques ou techniciennes, n'excluent jamais aucun moyen quand il s'agit de se maintenir : guerre, mensonge, prison, terreur, contrôle total, torture, régimes spéciales, meurtres.

La question qui se pose alors à ceux qui se battent au sein de la guerre sociale contre toute autorité, c'est de savoir si nous disposons de réflexions, de moyens, de pratiques, de perspectives, de projectualités qui peuvent nous permettre de prendre l'initiative, de passer à l'attaque, dans le nouvel ère qui s'annonce. Eh bien, la réponse ne saurait être affirmative. Si d'intéressantes projets ont vu le jour ces derniers temps, si des expériences importantes ont fourni des armes pour l'avenir, force est de constater que la domination est en train de prendre bien de l'avance. On pourrait alors essayer de se rattraper en jetant par-dessus bord toutes les caractéristiques qui nous distinguent d'autres, et, dans l'ambiance générale de la guerre et son remplacement de *l'idée* par la stratégie, courir derrière d'improbables alliances avec des forces autoritaires ou derrière des masses intoxiqués par une overdose de propagande étatique. On pourrait refuser de regarder les choses en face et continuer à tourner en rond dans l'autoréférentiel et la répétition. Ou, et c'est ce qu'on voit quand on parcourt les textes qui nous ont été envoyés ou que nous avons recueillis dans ce numéro d'Avalanche, essayer d'aller vers l'avant, de pousser plus loin la réflexion, d'affûter la pratique de l'attaque directe, d'approfondir les dimensions de l'auto-organisation et de l'informalité, de s'entêter dans le refus de mettre de côté nos idées d'anarchie et de liberté, et les exigences qui en découlent, sous prétexte de la recherche de plus d'efficacité.

Les défis qui se dessinent à l'horizon sont, si possible, encore plus graves et difficiles que ceux d'hier. Les conditions dans lequel il faut imaginer, penser et pratiquer l'affrontement révolutionnaire aujourd'hui ne sont loin d'être favorables. Mais cela n'empêche pas que partout dans le monde, des anarchistes sont en train de se frayer un chemin, contre vents et marées, *leur* parcours d'attaque contre toute forme d'autorité. Nous continuons à penser qu'Avalanche, en tant que projet de correspondance internationale, peut aider à mettre en lien et à confronter ces différents parcours d'un anarchisme autonome et offensif.

correspondance@riseup.net
http://avalanche.noblogs.org



Dans le numéro 2 de Avalanche (juillet 2014), nous avions publié la traduction du texte “António Ferreira de Jesus. A la mémoire d'un irréductible.”
Cette traduction contenait beaucoup d'erreurs et d'imprécisions, en plus des fautes d'orthographe. Des compagnons nous ont envoyé une traduction correcte (merci!), qui est disponible sous forme de brochure. Il suffit de nous en faire la demande pour la recevoir. On peut aussi le télécharger sur le site de Avalanche.



Introduction nécessaire à un travail plus nécessaire encore

Introduction à *Documents pour une topologie insurrectionnelle*

Décembre 2014 - Uruguay

La nécessité de doter la guerre sociale d'instruments pour éviter qu'elle ne se transforme en guerre standard est le grand problème dans lequel baigne constamment notre agir. « Contre la paix, contre la guerre, pour la révolution sociale » disait un vieux slogan, et un autre jouait avec les mots déclarant « guerre à la guerre ». La conflictualité sociale existe, elle est consubstantielle à ce système et nous enveloppe, même si nous croyons pouvoir nous en extraire. De nombreuses personnes portent l'idée fausse selon laquelle on pourrait être à l'extérieur et leur indifférence est proche du cynisme le plus cruel. Celles et ceux qui comme nous assument que le conflit existe et que nous devons y prendre notre responsabilité, comprennent que cette responsabilité implique aussi que nous devons nous renforcer, car il faut sortir de ce conflit.

Ce texte a pour but d'apporter une contribution dans cette guerre que livre le capitalisme à notre survie, à la liberté et aux possibilités d'un monde libre. Seulement réagir fait de nous des rebelles, et nous le sommes, mais bien réagir, de manière intelligente et consciente de ce que nous voulons, nous transforme en révolutionnaires. La capacité de projeter notre lutte nous donne une opportunité, sinon nous sommes condamnés. Nous ne cherchons pas à synthétiser des données pour démontrer l'horreur des ravages des entreprises, leur course incessante à la destruction ou encore les différentes résistances qui s'y opposent. Nous cherchons à donner des armes afin que que nous, comme celles et ceux qui ont décidé de vivre en liberté et de tenir tête à la dévastation, puissions créer des actions concrètes pour attaquer les projets du capital et de la domination.

L'anticapitalisme qui ne veut pas se contenter d'être une gêne, une donnée ou une anecdote doit se nourrir de connaissance pour affronter les projets concrets par lesquels se développent les ravages organisés du capital. Sans créer de nouveaux spécialismes ou quelque nouveau credo duquel surgiraient comme par magie les instruments du que faire, il nous faut avoir et mettre en commun la connaissance nécessaire pour un agir insurrectionnel, puissant et cohérent. La lutte se livre sur un terrain donné, avec des caractéristiques bien spécifiques, contre des ennemis très concrets et leurs particularités. Il est de notre responsabilité de connaître tous ces éléments.

Le texte suivant doit être lu comme une petite introduction à un travail collectif nécessaire pour comprendre et ainsi pouvoir neutraliser les chemins que suivent les différentes entreprises et les États. Il nous faut connaître leurs bases programmatiques, leurs plans, tout comme les noms de leurs responsables. Leurs plans sont concrets et ne sont souvent même pas secrets (bien que certains le soient et que dernièrement les grandes entreprises exigent la clause de secret dans leurs contrats). La domination a aussi toujours une structure physique qui la crée et la promeut. Même si notre lutte est intégrale dans tous les sens du terme, par exemple en ce qu'elle considère comme totalement inacceptable la quête du Pouvoir et donc l'application de n'importe quel moyen autoritaire pour atteindre ses objectifs, l'intégralité se compose d'éléments réels et concrets. Dans la lutte sociale, nous devons appeler les choses par leur nom et pour les nommer il faut les connaître, ce n'est qu'ainsi que nous pourrons les attaquer réellement.

Ce texte n'est donc qu'une brève introduction pour les compagnons qui souhaitent contribuer à cartographier le conflit. Un endroit pour prendre en compte où sont en train de se produire les avancées les plus importantes des structures du capital sur le continent, qui sont ceux qui les génèrent et s'il existe ou pas une résistance connue. Ce sera un savoir approximatif et il manquera toujours des informations. Ce caractère incomplet ne nous fait pas peur, le travail de connaissance de la conflictualité sociale sera toujours imparfait et dynamique. Les allers-retours sont constants dans les plans et dans les luttes contre le capitalisme à présent « extractif » qui s'impose à nous. Les plans changent parfois à cause des vicissitudes du marché, d'autres fois de par les résistances qui le freinent ou le dévient. La seule manière d'internationaliser la lutte pour la véritable autonomie et la liberté passe par connaître les différentes réalités locales. L'universalisation de la lutte se fait d'en bas, par la somme des différentes tensions et pas d'en haut, en croyant tout savoir, avoir toutes les recettes ou pire encore en voulant donner les « programmes » pour que les autres agissent.

Loin de tout ça, notre intention est de générer des instruments pour que chacun puisse aller créant une projectualité dans sa lutte. Pour cela, il est d'abord nécessaire de comprendre la connexion de chaque lutte avec les autres. Nous cherchons toujours ce qui relie chaque chaîne de nos vies au système qui nous gouverne et les possibilités réelles et concrètes de l'abolir.

Sur notre territoire, de nombreux plans militaires, politiques et économiques s'entrelacent générant un enchevêtrement dans lequel nous pouvons être des marionnettes des États ou des agents de changement. Dans le sud du continent américain, nous trouvons l'IIIRSA (cosiplan), en gros un plan de corridors inter-océaniques visant à approfondir l'exploitation à travers la logique du capital (moins de temps, plus de bénéfice, etc). Le plan vise en fait à créer davantage et de meilleures infrastructures pour approfondir la domination, c'est à dire les différents commerces. Au niveau économique, l'amérique du sud se présente comme exportateur de matières premières et a besoin d'affirmer plus encore sa capacité de mobilité et de sécurité, de transporter les marchandises rapidement, tout en assurant qu'il n'y ait pas de résistances. Aucun élément n'est pris séparément, la sécurité, la technologie, la politique ne sont que les différents appuis pris en compte à l'heure de planifier le commerce. Pour accélérer le déplacement des marchandises (surtout des « biens naturels »), il faut un plan politique qui aplanisse la voie juridique, en affrontant surtout les différentes autonomies locales ou intérêts communautaires (« peuples originaires » etc) et pour que cela puisse se faire, il faut en même temps de grands investissements en sécurité et beaucoup de police pour attaquer quiconque résiste aux plans imposés par l'État.

L'IIRSA (COSIPLAN) va provoquer un grand changement (déjà en train de se produire) sur le territoire américain, approfondissant l'exploitation de la nature ainsi que les desseins du capital et régulé par le marché à travers les États. Il ne pourra être arrêté que par un niveau généralisé et profond de résistance. Diverses luttes devront se joindre, se superposer et se coordonner pour affronter cette nouvelle avancée du progrès, c'est à dire du capitalisme, sur la vie. Le plan comprend l'aspect militaire avec de nouvelles bases militaires, sécuritaire avec plus de flics en outre mieux préparés contre les résistances, économique par le renforcement du capitalisme extractif, et politique en changeant ou « améliorant » les régulations et les normes étatiques sur le territoire.

Depuis l'arrivée du capitalisme financier, l'État poursuit sa restructuration déconcertant ou remplissant d'incertitude la pensée autoritaire qui prétend s'y opposer. Tandis que se produisent les changements, les vieilles conceptions étatistes ne se résignent qu'à proposer d'anciennes formules, caduques de tout temps et aujourd'hui plus que jamais impossibles. Les résignés proposent et espèrent un « nouvel » État salvateur à la vieille manière moderne qui puisse par des régulations sinon mettre un terme, au moins freiner la marchandisation presque totale de l'ensemble du vivant. Le vieux marxisme comprend la restructuration des modes étatiques comme une dérégulation et l'abandon de fonctions « naturelles » ou « propres » qui peut et « doit » être inversée. L'ironie en serait amusante si ce n'était si pathétique. Face à l'horreur d'un monde versant dans le vide du marché international et de ses structures de commandement, beaucoup n'imaginent qu'en revenir aux vieilles chaînes d'un appareil d'oppression, idéalisant toujours plus un passé pas si lointain.

Tout comme la vieille idée socialiste de la reprise des moyens de production n'est pas possible sans la destruction nécessaire de la majorité des structures économiques qui soutiennent, produisent, reproduisent et défendent cette réalité, il n'est pas non plus possible de revenir dans le temps vers une cellule plus sûre. Ce

sera la véritable autonomie individuelle et collective, la décision sortant enfin des différentes communautés qui s'opposera à la logique et à l'avancée du Pouvoir, à partir d'une logique toute différente reposant sur la liberté et la vie. C'est dans la lutte que devra se renverser la manière de penser, selon laquelle tout est marchandise et doit être assujetti à la dynamique bénéfice-coût. Le paradigme de la « domination juste », la domination de l'homme sur l'homme (le Pouvoir politique) et de l'Homme sur la nature doit aussi être détruit, laissant place à de nouvelles manières de coexister et de nouveaux modes de relations.

En arrivant au sud du continent, les conquistadores espagnols sont restés perplexes face aux différents peuples qui habitaient ces terres. A la différence des empires plus au nord, ces derniers ne paraissaient n'avoir ni foi ni loi, ni roi. Bien sûr, les « sauvages » avaient leurs religions, même si ce n'était pas la chrétienne, ils avaient aussi leurs leaders, même s'ils manquaient de pouvoir politique dans le sens où ils n'étaient pas l'Autorité avec la force pour faire ce qu'ils voulaient, et ils avaient leurs coutumes, même si ce n'étaient pas des lois, c'est à dire qu'ils n'avaient pas de normes juridiques imposées par la coercition. Nous qui ne sommes pas obscurantistes et qui ne voulons pas d'un retour en arrière, d'ailleurs impossible, mais qui ne sommes pas non plus de la religion du Progrès, de la science et qui savons que d'autres modes de relation sont possibles, nécessaires et désirables, nous continuons notre lutte à partir de formes auto-organisées et anti-autoritaires. Pour elles et à partir d'elles nous réalisons notre lutte, pour elles et à partir d'elles nous nous projetons pour le renversement d'un monde qui nie la vie. Il est nécessaire de transformer de fond en comble le lieu où nous vivons et la manière de l'habiter, c'est ce que nous sommes en train de faire et nous ne pensons pas nous arrêter.

« La terre ne se vend pas, la terre se défend ».

Rio de la Plata



L'apologie libertaire envers le langage juridique

Negaciòn - Novembre 2014 - Mexique

Alors que je me rappelais la conférence partagée par la compagnonne Alma Guadalupe dans l'auditorium occupé « Che Guevara » à l'occasion du Symposium Informel Anarchiste en décembre 2013, j'ai pensé à un thème important, dont on a jusqu'alors peu parlé. Un de tous ces thèmes « tabou » qui accompagne la lutte spécifique pour la libération des prisonniers. Avec ce souvenir assez vague, me revient en tête toute la gamme de mots et d'expressions présents dans des communiqués de soutien (et de libération) à certains compagnons anarchistes actuellement détenus dans des prisons du District Fédéral. Y apparaissent précisément des mots comme « liberté », mais surtout « juste », « injuste » et « justice » ; ou encore « un bon juge ».

Tout d'abord, me viennent aussi à l'esprit les paroles d'un compagnon anarchiste, avocat et expert, qui affirmait que ça lui « *semblait une idiotie de parler d' « injustices » pour mettre en évidence les défaillances du système dans une affaire « politique »; puisque ces « injustices » se produisent au quotidien, contre tout le monde, contre l'ensemble des gens et qu'elles ne sont pas exclusivement réservées aux « prisonniers politiques ». Et que de fait l'existence d'un système juridique en tant que tel est déjà une « injustice » en soi.* »

Dans une optique libertaire-anarchiste, le concept de justice ne devrait en aucun cas être revendiqué, comme c'est le cas actuellement. Principalement parce que c'est un terme du pouvoir et qu'en le récupérant, les révolutionnaires ne font que le poser en « alternative » à l'injustice. Mais aussi parce que le concept « justice et injustice » est appliqué intentionnellement à la revendication des prisonniers anarchistes et libertaires, ou « politiques », en quelque sorte pour qu'ils soient «bien vus ». Par exemple, affirmer que quelqu'un a passé « injustement » tant de temps en détention, donne beaucoup à penser sur ce que serait la détention « juste ». Une telle affirmation dit non seulement que le concept de « justice et injustice » est appliqué de manière discriminante, mais aussi que les « politiques » en tant que tels sont enfermés injustement, alors que le reste des prisonniers et l'existence de la prison en soi seraient justes. Je pense personnellement que lorsque certains compagnons se sont disposés à critiquer le *prisonnierisme* comme lutte partielle qui n'apporte rien de plus à un processus de libération totale, c'est précisément en partie à cause de telles affirmations. En effet, au lieu de toucher, d'approfondir et d'exploiter des points vulnérables du système carcéral de sorte à poser les bases pour une critique totale contre l'existence des prisons, ce type de réclamations et le langage juridique repris

par les libertaires ne reviennent qu'à justifier le système actuel. C'est aussi ce qui se passe avec (à mon avis l'infâme) affirmation de « non-délit ». C'est la même chose, on ne peut pas le comprendre autrement, la négation est toujours affirmation en soi. Un « non-délit » ne veut pas dire autre chose qu'il y a donc des « délits » qui doivent être punis et en affirmant qu'il y a bien des délits on reprend tout simplement à son compte le langage juridique du système dont on justifie les agissements. Pris sous tous les angles, ce langage n'est destiné qu'à maintenir bien en place cette société d'exploitation. Même si des termes relevant du langage juridique de l'État comme « coupables et innocents » ont d'une certaine manière été dépassés, d'autres sont venus maintenant les remplacer comme « juste et injuste ». Pour moi, il n'y a ni justice ni injustice, simplement L'Etat-Capital agit de cette manière cohérente avec les idées de l'État, nous libertaires agissons de certaines manières parce qu'elles sont cohérentes avec notre pensée. Il n'y a pas plus de distinctions, le système n'est pas injuste avec les uns et juste avec les autres, faire cette distinction revient simplement à lui donner raison. Le système est ce qu'il est : un ensemble d'éléments visant à la coercition de l'individu et s'en servant dans les lois ; libertaires nous sommes ce que nous sommes : des individus luttant pour détruire ce système de coercition.

En ce qui me concerne -et c'est un autre point que je souhaite aborder-, conformément à ce que j'ai dit auparavant, je suis complètement en désaccord avec les pantomimes montées par certains compagnons dans la campagne « l'anarchie n'est pas un délit » [note1] et ma principale question serait : alors qu'est-ce qui est un délit ? Si un anarchiste exproprie un OXXO [note2] (et je ne veux pas aller plus loin, je me réfère au rejet qu'expriment des gens comme ceux qui font ce type de campagnes contre les moyens que les anarchistes ont utilisés depuis des centaines d'années pour faire avancer leurs projets) en se revendiquant comme tel, c'est-à-dire s'il pose son acte sous le discours-pratique de la nécessité de satisfaire ses nécessités de base -manger, s'habiller et se déplacer sans tomber dans l'opulence et l'accumulation- et faire vivre ses projets individuels et collectifs, alors ce n'est pas un délit ? Mais si au contraire c'est une personne commune (commune, bon …) qui exproprie un OXXO, qui fraude une banque etc, mais sans pour autant rien revendiquer « politiquement », qui a également réalisé son acte pour satisfaire ses nécessités de base, ou pour sortir d'un problème immédiat ou pour se créer un projet de vie, alors là, c'est un délit ? Emma Goldman parle de l'hypocrisie du puritanisme et elle l'a fait précisément pour défendre les Galéanistes des infâmes accusations de leurs détracteurs. Dans ce sens, cette campagne « bonniste » [note3] -même avec ses bonnes intentions- ne fait que démontrer le manque criant de raisonnement sur ce type de thématiques dans le mouvement libertaire-anarchiste. Une campagne de laquelle vont inévitablement resurgir les déjà vieilles (et néanmoins nouvelles) divisions qui finiront par poser une définition plus exacte de qui est un anarchiste « commettant un délit » et qui pas, pour finalement enlever le titre d'anarchistes à ceux qui commettent des actes qualifiés d' « illégaux » par le langage du système juridique, c'est-à-dire qui sont des délits.

Et c'est de là que vient aussi -il me semble- cette terrible insistance à affirmer que ceux qui sont incarcérés pour des motifs politiques -plus encore s'ils n'ont pas commis le délit dont on les accuse- sont injustement emprisonnés. Et les autres personnes qui d'une certaine manière sont en prison pour prendre part au conflit social en train de se généraliser au Mexique ? C'est juste qu'elles soient en taule ?

Car nous rappelons, qu'au moins pour nous, bruler une banque avec des idées bien précises et définies fait autant partie de la guerre sociale que l'acte de ceux qui ont cramé des voitures de patrouille à Ecatepec [note4] -pour ne citer qu'un exemple alors qu'ils abondent actuellement-, parce qu'ils en ont marre des conditions dans lesquelles ils vivent, de la « délinquance » dans leurs quartiers maintenue par le système lui-même dans l'intention de continuer à exercer son contrôle. C'est clair, cependant les objections pourraient pleuvoir avec l'argument que ceux qui ont brulé les voitures de patrouille à Ecatepec l'ont fait dans une logique « citoyenniste ». Dans un sens strict oui, sûrement, mais alors que faisons-nous de l'intervention des anarchistes (encore plus insurrectionnalistes) dans ce genre de conflictualité sociale (pas si irrationnelle car a elle a au moins un motif), pour contribuer à ce que ce genre d'actes n'en restent pas là et à ce que se génère une conscience plus ample, allant au-delà de la revendication citoyenniste, des émeutes irrationnelles ou encore de la simple demande de plus de sécurité ? Où est l'intervention si d'une part certains se replient sur la « perfection » de la méthode révolutionnaire, sur la révolution « parfaite » et si par ailleurs les autres se replient pour travailler dans leurs communautés déjà idéalisées, oubliant que ces petits germes de violence sont -à certains égards- un exemple d'auto-organisation desquels pourrait naître une organisation plus ample ayant un impact plus large ? Qu'en est-il de ce que nous avons souvent affirmé, que c'est dans ce type d'expressions de la guerre sociale, c'est-à-dire dans le conflit, que nous rencontrons nos affinités et qu'elles peuvent être un point de départ pour une possible subversion du système ? Ou ces discours d'être avec le peuple et d'en faire partie se limitent-ils aux chansons les plus radicales de hip hop et à une vidéo où l'on se montre avec un passe-montagne, tandis que ce n'est en réalité qu'un mensonge, un fétichisme ?

Une brève réponse à deux de ces énigmes pourrait résider dans le fait que d'un côté tous préfèrent les actes « bonnistes » pris comme positifs, c'est-à-dire que pour beaucoup il vaut mieux (c'est plus positif) que les habitants d'un quartier s'auto-organisent pour ouvrir un centre culturel (souvent destiné à l'intégration, il faut le dire) - restant en outre dans le cadre « légal » -, plutôt qu'ils s'auto-organisent pour bruler quelques voitures de patrouille et saccager un OXXO, alors qu'en fin de

compte la motivation pour ces deux actes peut être la même. Et je n'appelle pas à grands cris à aller à ce genre d'émeutes ou d'événements sans une perspective claire (ce qui se passe actuellement avec l'affaire Ayotzinapa [note5] et le rapport avec des groupes AUTORITAIRES dont j'ai déjà parlé auparavant dans un texte paru sur le net), c'est-à-dire sans une analyse des pourquoi. Je n'appelle pas non plus à « idéaliser » ce genre de germes de non-conformité sociale et de violence anti-systémique et à vivre dans l'espoir qu'en surgissent la méga-insurrection. Mais oui je crie, parce qu'avec l'esprit clair, en tant qu'anarchiste on devrait être présent dans ces poussées de conflictualité sociale et contribuer d'une certaine façon à les étendre en pensée et en pratique. En effet, des actes comme les incendies des voitures de patrouilles à Ecatepec (qui en plus peuvent être compris à partir d'une critique anti-juridique) nous montrent simplement que la pacification sociale n'a clairement pas atteint les limites que les puissants désirent, que tout n'est pas « foutu » comme l'affirment les neo-nihilistes. Peut-être sont-ils en train d'y parvenir dans le District Fédéral avec leurs politiques d'intégration et si c'est le cas, alors un autre type d'intervention sera nécessaire, mais la situation n'est pas la même -au moins- dans les quartiers périphériques ou à la campagne.

En fin de compte, et pour ne pas trop digresser, même si tout est lié, selon l'optique de « l'anarchie n'est pas un délit » le compagnon qui brûle une voiture de patrouille dans le cadre d'une manifestation comme celle du 1 décembre n'est pas un délinquant du simple fait qu'il est anarchiste-libertaire ou qu'il prend part à un mouvement social, mais le voisin emprisonné pour avoir exproprié un OXXO afin de satisfaire les besoins dont le système l'a écarté dans la survie, lui par contre si est un délinquant. Dans ma perspective, nous ne pouvons pas, en tant qu'anarchistes, raisonner dans ces termes.

Une dernière chose que j'aimerais exposer pour être plus concis sur les langages juridiques du système et l'acceptation qui en découle dans le milieu anarchiste, c'est que personnellement je ne suis pas non plus d'accord avec le fait de se revendiquer délinquant. Il s'agit d'une fausse dichotomie c'est simplement reprendre aussi à son compte le langage juridique du système. C'est une chose que pour le système nous les anarchistes soyons des délinquants (tous pareils, aussi bien ceux qui écrivent sur la liberté que ceux qui mettent en pratique leurs passions de libération), c'en est une autre qu'un anarchiste à titre personnel s'identifie comme tel. Personnellement, ça ne m'intéresse pas plus que ça d'affirmer que je suis un délinquant du fait de l'activité anarchiste que je mène, car cela reviendrait simplement à donner raison à l'État et à inscrire mes actes libertaires, mes propres actes, singuliers et individuels, dans le cadre de leurs définitions, c'est-à-dire de la logique avec laquelle l'État me définit. Ni légalisme, ni illégalisme, on l'a déjà dit auparavant, c'est une fausse dichotomie.

Pour conclure, je pense pour ma part que, libertaires, nous devons d'abord dépasser ces contaminations gauchistes du langage juridique, nous libérer du « bonnisme » et du « positivisme » qui entourent le langage juridique. C'est-à-dire arrêter de l'exprimer dans nos communiqués, dans nos lettres de soutien aux compagnons emprisonnés, dans les textes suivant leur libération ; être encore plus cohérents pour que notre proposition de liberté soit mieux comprise, mais en essayant de ne pas tomber non plus dans cette connerie gauchiste du politiquement correct.

Pour moi, il n'y a pas de juge qui soit bon ou comme on l'a dit de « bon juge », le système agit ainsi parce qu'il doit agir ainsi, souvent cela dépend plutôt de ses propres « accords » internes et cela ne peut plaider pour voir le système juridique (pour le moins) d'un bon œil. C'est bien, c'est cool qu'un prisonnier sorte, c'est de la balle qu'un compagnon de moins se trouve dans leurs geôles, mais cela ne signifie pas une victoire, au moins pour moi dans mon anarchie et dans la conception que nous sommes beaucoup à en avoir, il n'y a ni victoires, ni défaites. Ça ne m'intéresse pas de prendre part à ces limites quantitatives imposées par le système. De même, je pense que la libération d'un compagnon emprisonné n'est pas une raison pour se mettre à distribuer des bons points à la moitié du monde pour un « bon travail solidaire » ; la solidarité et le soutien mutuel ne sont pas une obligation, c'est un acte naturel entre *individus communs* désireux de liberté, un acte naturel entre des *êtres en commun* selon les mots de Kropotkine. La joie que nous avons tous ressentie en voyant un ami, un compagnon, un libertaire sortir de prison est bien compréhensible, cela nous cause du bonheur, mais ce bonheur ne sera jamais comparable avec la joie de voir un monde libre de prisons et cela devrait encore moins donner lieu à la « personnification » ou à une sorte de micro-idéologie.

De tout cela sort un peu l'idée que la lutte pour la libération des prisonniers est la lutte contre l'Etat-Capital dans son absolue totalité, ni plus ni moins, sans détours, sans surévaluations ni demi-mesures.

Notes :

1. Cette campagne lancée en octobre 2014 est supposée répondre au « climat de lynchage médiatique et politique dû à la constante (et pas nouvelle) campagne de criminalisation de la pensée, de groupes et de personnes anarchistes, menée par le Gouvernement de la Ville de Mexico et les médias de masse et qui s'est intensifiée à partir des dernières mobilisations sociales ». Utilisant la vidéo, les réseaux sociaux etc, cette campagne est destinée à donner une image plus présentable de l'anarchisme.

2.Chaîne de magasins mexicains.

3. En espagnol, employé de manière ironique l'adjectif buenista se réfère au fait de vouloir se présenter sous un jour sympathique, positif. Il est employé entre autre pour qualifier les associations humanitaires.

4. Le 22 octobre 2014, des habitants de la Colonia Luis Donaldo Colosio de Ecatepec, dans l'État de Mexico, accusent un

policier municipal de participer à une tentative d'enlèvement de mineur. Plus de 300 personnes se rassemblent dans la rue. Les émeutes commencent dans la journée et la nuit suivante 6 véhicules sont incendiés : quatre voitures de patrouille de la police municipale, un taxi et une voiture de patrouille du Corps de Sécurité Auxiliaire. Une guérite de surveillance de la Police Municipale part aussi en fumée et un magasin du coin est pillé.

5. Le 26 septembre 2014, 43 étudiants de l'école rurale Ayotzinapa, à une centaine de kilomètres d'Acapulco, au sud du Mexique, disparaissent après que le maire de la ville d'Iguala ait décidé de leur « donner une bonne leçon » et que la police ait déjà ouvert le feu sur le eux. Dans les semaines qui suivent, l'enlèvement devient une affaire d'État, précipitant la chute du gouverneur de la région de Guerrero, la fuite du maire de la ville et déclenchant une grosse crise politique. Le 7 novembre, le ministre mexicain de la Justice, annonce que des suspects arrêtés auraient avoué le meurtre des étudiants, qui leur auraient été livrés par des policiers liés aux Guerreros Unidos, un cartel de narcotrafiquants spécialisé dans les enlèvements et le raffinement de la drogue. Les corps auraient été brûlés, mais les proches refusent de croire cette version et les manifestations se poursuivent dans de nombreuses villes du Mexique réclamant justice et la réapparition des jeunes en vie. L'extrême-gauche tente évidemment de tirer parti de ce mouvement.



Le conflit au Mexique et une critique du milieu anarchiste

Décembre 2014 - Mexique

Ces temps-ci il y a une forte tension à des endroits du pays, le mécontentement que ressentent des individus et des groupes contre l'État-Capital s'étend, créant ainsi un contexte idéal pour continuer nos luttes pour la liberté totale. Nous vivons dans une soi-disant "démocratie", dans laquelle ses représentants redoublent d'efforts pour consolider une "paix sociale" inexistante, qui dans la pratique n'est rien de plus qu'un plus grand contrôle et pouvoir sur nos vies. Mais ce même contrôle est ce qui génère la haine et la rancœur qui tôt ou tard exploseront en révoltes.

Nous pouvons voir que nous sommes face à un gouvernement qui s'est senti vulnérable et à qui ça fait mal de se voir momentanément dépassé face à l'action de ceux et celles qui combattent son oppression, et que l'idée que le conflit puisse se généraliser pour laisser place à une insurrection sociale le remplit de terreur.

À travers le pays il y a des dizaines de meurtres et d'injustices, de cas isolés qui ne reçoivent pas le soutien médiatique ni la force sociale pour provoquer l'indignation qui ouvre le conflit, ce qui nous laisse penser que nous continuons de préférer le spectaculaire et quantitatif. Le conflit le plus récent dans ce sens là c'est l'affaire d'Ayotzinapa, qui a provoqué toute une série d'émeutes qui ont eu lieu à différents endroits du pays suite à la disparition de 43 étudiants. Disparition commanditée depuis les sphères du pouvoir local, ce qui nous prouve que la guerre sale n'appartient pas qu'au passé, mais qu'elle est toujours une pratique courante comme le montre le Chiapas, Atenco, Oaxaca.

Des tas d'informations sont diffusées chaque jour sur l'abus d'Ayotzinapa où l'on spécule au sujet du destin incertain de ces jeunes. Ainsi pour le moment tout ce que je peux dire c'est que la disparition des 43 étudiants a lieu dans un contexte compliqué dans lequel interviennent des facteurs qui contribuent à ce que la situation soit ce qu'elle est : disputes entre cartels de la drogue présents sur la zone pour le contrôle du trafic d'opium et de cannabis, qui voient dans le trafic de drogue un moyen pour obtenir non seulement des armes et de l'argent, mais aussi du pouvoir et du prestige pour réaliser leurs objectifs. En mélangeant cela avec le thème de la politique, car comme on le sait, les représentants de la démocratie trament avec les mafias pour agrandir leur pouvoir politique et économique, devenant ainsi un narco-gouvernement. En plus de la présence historique de groupes politico-militaires qui ont une base sociale dans cette région.

Nous, individus opposés à toute forme d'autorité, nous ne pouvons accepter aucun pouvoir ni visible ni de facto, ainsi nous refusons catégoriquement toute sorte d'assassinat ou disparition pour des raisons politiques ou d'intérêts mafieux.

La disparition des 43 étudiants a eu beaucoup d'échos au sein de l'opinion publique et dans les médias de masse, devenant le mouvement "Nous sommes tous Ayotzinapa" et déchaînant une vague de manifestations, rassemblements avec discours émouvants, critiques sur internet des institutions de l'État pour son "inefficacité", de groupes citoyennistes demandant la démission du fasciste Peña Nieto ; des familles et amis exigeant la présentation de leurs proches vivants et menant une grande partie de la lutte sur le terrain de la légalité, mais aussi à travers des formes violentes, surtout à Guerrero et dans le District Fédéral.

Personnellement je me solidarise avec la douleur que les familles des disparus doivent ressentir sans aucun doute, car la situation qu'ils traversent n'a rien de facile, et qu'ils réclament justice aux autorités me semble évident lorsqu'on n'a pas une posture acrate. Et si je comprends, même si je ne le partage pas, que la majorité du mouvement préfère manifester de façon pacifique et non violente, ce que je ne peux pas accepter c'est que ce même mouvement, ou une partie, signale et dénonce des compagnons qui décident de participer par des méthodes illégalistes.

De mon point de vue anarchiste, je considère que le pacifisme est une lutte facilement récupérable par l'État, en plus d'être opposée à nos principes. Nous ne voulons mettre personne en prison, car nous luttons pour la destruction des prisons, car nous les considérons inutiles. Pour l'anarchiste, se mouvoir dans cette société ne nécessite aucun accomplissement, car c'est plutôt une tension constante que nous cherchons à étendre à tous les domaines de nos vies, c'est pour ça que nous devons être prudents avec nos prises de position et savoir mener une lutte à côté de ceux qui se rebellent mais sans abandonner nos convictions, sans chercher à être acceptés ni agréables, et encore moins à chercher de la reconnaissance.

Par exemple, nous soutenons la révolte qui a surgi à l'occasion d'Ayotzinapa mais nous ne tomberons pas dans des méthodes et formes qui nous sont étrangères afin d'être happés par le courant. Nous ne sommes pas tous Ayotzinapa. Nous participons pour intensifier le conflit sans pour autant porter l'étendard d'un mouvement qui ne nous représente pas. Je rejoins le compagnon Mario López "Tripa" sur le fait que notre lutte n'est pas pour obtenir des améliorations ni pour rendre le gouvernement plus juste, nous ne concevons aucun mauvais ou bon gouvernement, nous ne cherchons pas à développer nos luttes afin qu'elles soient "cools". Nous cherchons plutôt une rupture totale, à couteaux tirés avec toute manifestation de pouvoir, d'où qu'elle vienne, une rupture jusqu'aux dernières conséquences.

Nous ne cherchons pas à réclamer quoi que ce soit, à qui que ce soit, mais seulement profiter des conditions pour continuer nos luttes, vu qu'à chaque coup asséné au pouvoir nous devenons plus libres. Nous croyons fermement que les attaques solidaires sont la meilleure forme de montrer notre soutien. Nous ne croyons pas aux conjonctures pour prouver notre solidarité, mais nous voulons et nous nous efforçons de mener en pratique l'insurrection quotidienne et sociale.

Être prisonnier est souvent dur, en plus de réduire significativement la quantité d'informations que l'on reçoit sur les événements de l'extérieur, mais ça n'empêche pas que nous puissions émettre des avis, malgré le sentiment d'impuissance que l'on ressent car on ne peut pas soutenir côte à côte les compagnons. Lorsque nous voyons que les conditions sont là pour réaliser cette insurrection à laquelle je me réfère, bien sûr le moment que beaucoup d'anarchistes disent attendre, comme le revendique l'anarchisme de synthèse ou ces "révolutionnaires anti-système" qui se vantent de chercher un monde meilleur, eh bien dans ces moments-là ils ne peuvent pas trouver de prétexte pour sortir de cette attente éternelle et bondir de la zone de commodité qui se justifie d'elle-même. Ce dont il s'agit maintenant c'est de perpétuer la tension et de ne pas permettre que le feu libérateur ne s'éteigne. Nous devons continuer d'avancer, pas seulement en levant le poing et la voix, mais en lançant tout son corps et sa volonté, en sachant que s'il n'y a pas une foule ou des compagnons pour agir, nous avons la courageuse option de continuer par des attaques avec la complicité de la nuit et l'anonymat, avec des engins artisanaux et simples mais efficaces, et les objectifs c'est pas ça qui manque.

Cependant, l'orgueil et le capitalisme sont souvent des facteurs qui dénaturent ce qu'est la solidarité, en la prenant pour des actions banales comme faire une partie de foot ou des concerts, cherchant à apparaître sur la photo et être connu pour un bref instant, ou bien à ressentir un grand courage momentané après avoir écouté un artiste ou un intellectuel tenir un discours bon marché et applaudir frénétiquement pour ensuite rentrer à la maison et continuer de mener sa vie routinière. Ou ceux qui affichent leur soutien en achetant un tee-shirt avec un petit texte, sans comprendre qu'avec ça au lieu de soutenir la lutte on ne fait que soutenir l'industrie capitaliste. Et il y aurait encore d'autres exemples à citer .. mais ça, ça ne se passe pas parmi les anarchistes ... ou si ? Il est clair pour moi que l'insurrection doit être sociale, du côté des gens, même avec différentes idéologies, étant donné que la lutte doit être généralisée et chercher une satisfaction individuelle, mais ça ne veut pas dire que nous soyons en recherche d'alliance, car comme le dit bien Bonanno : « *nous, anarchistes, sommes étrangers à tout type d'alliances* ». Je considère cette union juste momentanée et dans le but d'amplifier le conflit et pas seulement d'écorner l'État, mais de le détruire totalement. C'est la raison de mon désaccord

avec les alliances, car elles sont souvent impossibles vu les divergences de principes.

Un exemple de ces divergences c'est l'EZLN, où l'on voit une contradiction évidente, car tout un tas d'anarchistes, ou anarcho-zapatistes, de posture soi-disant anti-autoritaire, soutiennent et s'identifient avec cette armée, de tendance communiste et de structure autoritaire. Ces anarcho-zapatistes deviennent influencés par des slogans comme "gouverner en obéissant". Soit, mais nous, nous disons que le fait de gouverner entraîne forcément du pouvoir, et par conséquent il y aura toujours quelqu'un qui devra obéir, même si les cadres zapatistes s'entêtent à dire que "c'est le peuple qui gouverne et le gouvernement qui obéit". Bien sûr que je ne nie pas et n'ignore pas la lutte qui a eu lieu en 1994 entre l'EZLN et l'État, gagnant des centaines de sympathisants dans le monde pour leur cause. Et même certains anarchistes ont été séduits par la "Sixième déclaration de la forêt Lacandone", mais le désenchantement n'a pas tardé à pointer lorsque nous nous sommes rendu compte que leur pratique autoritaire persistait, bien que soi-disant libertaires.

N'importe quelle armée, aussi révolutionnaire qu'elle veuille bien se dire, y compris des armées noires qui se disent soi-disant anarchistes, aura toujours des bases autoritaires (maoïstes ou marxistes léninistes) qui sont contraires à l'anarchisme et donc je considère que c'est superflu et stérile de chercher ces alliances. Cela nous parait nécessaire de prendre ses distances avec le gauchisme qui cherche à renverser le pouvoir uniquement pour en imposer un autre après, théorie classique marxiste-léniniste.

Pour conclure nous ne voulons pas oublier de rappeler que dans la conjoncture actuelle plusieurs groupes ont réalisé des actions, des anarchistes, des groupes politiques et citoyennistes et même des guérillas ont contribué séparément au conflit et comme toujours, il y en a qui cherchent à en tirer profit, comme c'est le cas d'une guérilla qui s'est donné comme objectif de recruter, même parmi les anarchistes, pour agrandir son cercle guerrier. Ils promettent des entraînements en stratégie militaire, logiques d'attaque, et maniement d'armes. C'est inquiétant que certains anarchistes se laissent séduire et consentent à participer, allant ainsi à l'opposé des convictions, ou c'est peut-être par manque d'information. Les guérillas sont des avant-gardes spécialistes qui ont accepté volontairement la clandestinité comme mode d'action.

Nous devons bien garder à l'esprit que la spécialisation n'est pas du tout nécessaire, car nous ne sommes pas des professionnels et nous ne cherchons pas à l'être. Nous nous contentons d'attaques simples et permanentes en faisant le nécessaire pour rendre la lutte efficace, car la fin ne justifie pas les moyens et jamais nous ne devons perdre la cohérence entre qui nous sommes et comment et pourquoi nous agissons.

***Carlos López* "Chivo"**



Sur le danger de transformer l'anarchie en un ensemble de pratiques "alternatives" sans contenu offensif contre le pouvoir

Contra toda autoridad - Septembre 2014 - Chili

Sans aucun doute l'un des grands dangers qui guette l'anarchisme à toutes les époques c'est qu'il puisse devenir un ensemble de pratiques vides de tout contenu offensif contre le pouvoir. Cette situation est favorisée, d'une part, par l'ennemi même, à travers ses valeurs démocratiques fédératrices comme la "diversité", la "tolérance", le "pluralisme" et aussi l'intégration économique par la marchandisation de la rébellion et la consommation "alternative".

D'autre part il y a aussi tout un panel d'individus et de groupes "contestataires", y compris certains "anarchistes", qui de façon inconsciente ou délibérée se démarquent de l'antagonisme et du conflit permanent envers le pouvoir, que ce soit en passant sous silence la nécessité de la destruction et de l'attaque directe contre l'autorité ou, dans le pire des cas, en réalisant de grossières campagnes afin de laver l'image de l'anarchisme, se présentant comme de pathétiques défenseurs d'une idéologie étrangère à la confrontation contre le pouvoir.

Pour nous la récupération de notre vie est un processus qui implique la construction de notre autonomie par rapport au mode de vie aliéné, soumis et mercantile, que nous offre la société du capital et l'autorité. Mais nous n'abordons jamais ce point de vue depuis une logique de coexistence pacifique avec le pouvoir, mais à partir d'une attitude de confrontation permanente qui inclut aussi la perspective nécessaire de l'attaque directe et de la destruction du pouvoir comme éléments indispensables de tout processus de libération totale. Et c'est donc précisément cette approche de confrontation, de guerre et d'attaque qui dépasse la légalité, qui fait en sorte que toute pratique qui vise à "auto-gérer la vie" sort du cadre de n'importe quelle initiative spécifique, devenant une prise de position offensive impossible à assimiler par le pouvoir.

Sans aucun doute l'alimentation saine et sans exploitation animale, les jardins autogérés, la confection de nos propres habits, la médecine naturelle et la libération des relations entres individus sont des pratiques valables dans la lutte tant qu'on leur donne un sens en tant que pratiques qui propagent le conflit avec l'ordre social dominant. Il est aussi important d'apprécier ces pratiques à leurs justes valeurs, ce qui n'est pas exactement celles d'être des attaques directes contre le pouvoir. C'est pour

cela qu'en développant de telles initiatives sous une approche de confrontation anti-autoritaire multiforme, elles finissent par dépasser leurs propres limites, en montrant qu'elles sont un apport de plus dans la lutte plutôt que "la" forme de lutte.

De même, les actions violentes qui ne font pas partie d'une offensive impliquant la réappropriation intégrale de la vie ont aussi une portée limitée dans leurs perspectives. Et le fait de valoriser chaque outil dans son apport ponctuel, dans le but de dépasser la lutte dans la pratique même de l'insurrection permanente est aussi important que de ne pas hiérarchiser les moyens utilisés dans la lutte contre le pouvoir. C'est pour cela que notre offensive fixe un horizon qui va au-delà des moyens utilisés, dotant d'un contenu et d'un sens de rébellion chacune des pratiques que nous développons en vue de l'élimination de tout pouvoir et autorité. Cette guerre contre le pouvoir implique pour nous la tension constante et l'autocritique desquelles émane le besoin de toujours se dépasser, de ne jamais se résigner, de conquérir la rue et le terrain à la police, d'attaquer la répression et l'ordre social avec toujours comme objectif la destruction de toute forme de pouvoir.

Propager l'anarchie n'inclut pas la défaite des valeurs antagoniques à l'ordre dominant, ni de transformer les formes d'auto-gestion de la vie en un ensemble de pratiques qui fuient la confrontation à l'ordre social. L'anarchie ne peut pas être une alternative à la culture de consommation, un ensemble de pratiques culturelles qui coexistent pacifiquement avec l'ennemi. L'anarchie est une façon d'être en guerre continuellement, et va bien au-delà des pratiques spécifiques qui écrasent toute idéologie parcellisante ou totalisante (animalisme, féminisme, naturisme, etc.).

Combien de notre temps et énergie nous consacrons à nourrir des discours et pratiques dépourvus de contenu offensif ? Combien nous consacrons à des projets ou des initiatives destinés à propager des valeurs, idées et pratiques basées sur la confrontation et l'attaque contre la domination ?

Ainsi, compagnon-ne-s, pas de pratiques d'autonomie sans perspective d'attaque, et pas de pratique d'attaque sans perspective de libération et d'autonomie dans les relations et la vie dans son ensemble. Parce que, comme l'a dit un compagnon, l'anarchie n'est pas, ni ne peut être, un remède ou un analgésique face aux maux de la société ; l'anarchie est, et doit être, un poignard trempé dans du poison dirigé contre l'ordre social et contre toute autorité.



Nous accueillons le feu, nous accueillons la pluie

Décembre 2014 - Etats-Unis

C'est avec grande joie que nous voudrions rapporter qu'une longue période de malaise collective et de dépression dans le Bay Area est peut-être en train de toucher à sa fin. Presque en dépit des conditions toujours aggravantes – développement rapide, occupation policière s'aggravant, déplacement de masse, violences de façon continue contre des personnes de couleur – le conflit social est resté sinistrement calme pendant cette année. Tandis que la rage dans les villes de la Bay est devenue partout plus palpable et visible, la réponse de la Gauche a au mieux été terne. Depuis trop longtemps, on en est venu à s'attendre uniquement à l'activisme habituel du plus bas dénominateur commun : les suspects habituels en train de manifester en cercle, des « blocages » de *tech bus* (1) qui se terminent avec l'arrivée de la police, des spectacles médiatiques symboliques qui ne sont plus spectaculaires du tout, et enfin, bien évidemment, des montants monumentaux d'énergie investis dans un referendum pour des réformes bidon et des candidat-maires progressistes (qui, inutile de le préciser, ont échoué ; de toute façon, tout le monde s'en foutait). Et comme pour mettre le point sur le i, tout le monde a pu apprendre récemment comment presque tous les ONG soi-disant pour la « justice sociale » et un grand nombre des « leaders de la communauté » actifs au sein de la Mission District (2), ont encaissé d'importantes sommes d'argent venant de la part des projets de développement auxquels ils prétendaient s'opposer. Cette concession presque totale sous le poids écrasant de l'économie, accouplé avec le spectre d'une sécheresse qui bat tous les records, a créé une condition qui l'a rendu presque impossible pour nombreuses personnes de tenir bon ; une condition hostile à la vie même.

Ce n'est pas pour dire qu'il n'y a pas eu de résistance. Les perturbations de la paix sociale ont pris l'aspect de beaucoup de petites attaques décentralisées. Des attaques contre les porteurs des Google Glass, des jets de pierres contre les *tech bus*, des serrures collées, des caméras sabotées, des vitres détruits, des slogans hostiles peints sur les murs, une poignée de petites incendies : depuis presqu'un an, les attaques contre l'infrastructure du développement et de la surveillance sont restées largement limitées aux efforts de groupes persistantes d'antagonistes (anarchistes, graffeurs, autres). A des moments où une large confrontation est absente, ces attaques simples et facilement reproductibles sont plus que le bienvenu : elles portent le flambeau proverbial et envoient des signaux à d'autres. Il faut spécialement mentionner l'énergie grandissante et soutenue qu'anime

un amas de *graffiti crews* dans et autour de la Mission District qui aident à diffuser un appel intransigeant à l'assaut contre les forces de l'ordre et du développement. La ténacité des actions effectuées par ces *crews*, tout comme leur célébration très répandue, réchauffe le cœur au milieu de tant de lâcheté et de concession. Elle donne aussi la preuve d'un désenchantement assez courant avec la politique comme d'habitude ; d'une situation prête à exploser.

Pendant l'été, des aperçus de possibilités ont émergés avec des manifestations petites, mais acharnées, en solidarité avec Ferguson et le blocage réussi d'un bateau israélien dans le Port de Oakland. Les choses ont vraiment changées et une nouvelle situation a commencé à se développer vers la fin du mois d'octobre. Le voile devenait moins épais et une vague d'émotion réprimée remontait à la surface. Sans surprise, une émeute a éclaté quand les SF Giants ont gagné les World Series, comme cela s'était passé déjà à deux reprises dans les années récentes. Beaucoup a été écrit à propos de cette nuit-là, mais cela vaut la peine de souligner que le caractère de cette émeute sportive sentait différemment que les deux derniers fois. La violence de cette nuit était significativement plus ciblée et spécifique : des bureaux de développement saccagés, des véhicules de police cassés, jets massifs de projectiles contre les flics, le chantier d'un immeuble attaqué et presqu'incendié, les noms de ceux assassinés par les flics sur les murs de la Mission. Même si ne fusse que pendant une nuit, on pouvait apercevoir à l'intérieur de cette émeute sportive les signes précurseurs d'une tempête de refus.

Dans les semaines suivantes, une série de situations imprévisibles coïncidaient. Soulèvement en Mexique suite à la disparition de 43 étudiants, avec des échos jusqu'au San Francisco sous forme de manifestations de tristesse et de rage, d'autels dédiés aux disparus et d'un antagonisme envers l'Etat. Ensuite, *Locals' Corner*, un grand restaurant branché et symbole-phare de la gentrification de la Mission, annonçait sa fermeture suite à un flot constant de vandalisme les derniers mois. A un moment où tant de « leaders de la communauté » étaient démasqués en ayant accepté de l'argent de rachat, cette petite victoire montrait les avantages de l'autonomie, de l'attaque et du conflit. Alors tout d'un coup, comme si le temps s'était replié sur soi-même, des bâtiments de l'Université de Californie étaient occupés à Berkeley et à Santa Cruz par des étudiants rejetant les augmentations des frais, et exprimant en même temps leur solidarité avec les soulèvements au Mexique et à Ferguson. Tout cela se passait en même temps que la tension grandissante et l'anticipation concernant l'annonce imminente si l'Etat allait inculper l'agent de police, Darren Wilson, pour le meurtre de Mike Brown. Un appel circulait pour se rassembler à l'Oscar Grant Plaza à Oakland quand la décision serait annoncée. En se répandant, l'appel était rapidement adapté aux villes partout à travers le pays. Entretemps, la sécheresse et le développement continuaient toujours aussi intenses. Les loyers montaient. L'enchantement se répandait. Quelque chose allait se passer.

Quand l'annonce était faite que Darren Wilson ne serait pas inculpé, Ferguson brûlait et le mot parvenait immédiatement jusqu'à Oakland. Selon la police, une foule de deux mille personnes descendait dans la rue, occupant et bloquant le *580 Freeway* pendant plus de trois heures, jetant des pierres et des bouteilles pour tenir les flics à distance, incendiant des poubelles et érigeant des barricades. Plus tard, quand la foule tentait d'atteindre le quartier-général de la police, des affrontements ont eu lieu sur Broadway. A nouveau, des barricades étaient érigées, les magasins Starbucks, Metro PCS et Smart & Final Grocery Store étaient joyeusement pillés. Les sacs de café volaient dans l'air, des chariots pleins de spiritueux disparaissaient dans la foule pendant que les bouteilles pleuvaient sur les rangées de police anti-émeute. Une fois de plus, les noms des morts étaient inscrits sur les murs. La nuit du lundi dépassait les attentes de tout le monde en termes de nombre, de combativité et de solidarité intense parmi la foule.

La nuit suivante, un nombre presque pareil de personnes descendait dans la rue et occupait à nouveau le *Freeway*. Ce type de blocage itinérant semblait être devenu une seconde nature dans les activités anti-keuf à travers le pays. Après avoir évité quelques nasses potentielles, la manifestation poursuivait sa route vers le nord en passant par *Telegraph Avenue*. Avant d'arriver au corridor gentrifié Temescal, beaucoup de personnes ont surpris la police en défonçant un grillage et en courant sur une colline pour arriver à nouveau sur le *580 Freeway*. Entretemps, d'autres ont effectué une attaque contre un magasin *Walgreens* pendant qu'encore d'autres retournaient et incendiaient des conteneurs de déchets pour tenir les flics à distance. Des agents du CHP (*California Highway Patrol*) accourus sur les lieux sont tenus à distance à coups de pierres et de gros pétards. Quand la foule avance à nouveau vers le nord, deux énormes barricades sont érigées, couvrant entièrement *Telegraph Avenue*, et ensuite incendiées. Ce que les médias décriront plus tard comme le « Mur du Feu » a foutu la trouille aux flics et les a suffisamment tenus à distance pour que les combattants parcourent en mode saccage le Temescal. Le magasin de peinture Kelly More est pillé, les pots de peinture volent à travers les vitres des affreux commerces branchés, un magasin T-Mobile est pillé, d'autres feux sont allumés. La nuit du mardi a montré l'utilisation la plus efficace de barricades et du pillage qu'Oakland a vu depuis des années. L'auto-organisation des *crews* autonomes, chacun avec ses propres projets et intentions, était facilement apercevable. Selon leurs propres dires, la police a totalement perdu le contrôle de la rue cette nuit-là.

La nuit du mercredi a été ponctuée par des affrontements, des incendies et des attaques ciblées contre la propriété, mais était significativement plus limitée due à plusieurs facteurs : la présence policière toujours plus vaste appelée à en finir avec les troubles, les initiatives idiotes du RCP (*Parti Communiste Révolutionnaire*) et d'autres politiciens, et la décision confuse de diviser les manifestations entre Oakland et Berkeley. Malgré tout cela, les

émeutiers ont réussi à tenir la rue en jouant pendant des heures au chat et souris avec les flics. Parallèlement, des *crews* de *sideshow* (3) avaient illégalement organisé un *sideshow* massif au port d'Oakland, prenant avantage du fait que la police était occupée avec les émeutes. Dans une étrange collusion entre des mondes, la police déplaçait son attention du quartier où les émeutiers se dispersaient vers le port, envoyer tous les renforts militarisés pour encercler le *sideshow*. Les voitures prises au piège fonçaient sur les grillages, des gens allumaient des feux pour pouvoir s'échapper. Le nombre des personnes arrêtées pendant la semaine dépassait rapidement les 150 et la police se débrouillait pour reprendre le contrôle. Mais il était aussi très clair que les choses n'étaient pas encore sur le point de se terminer.

Le jeudi, les gens profitaient du jour férié pour se reposer et se regrouper. Un appel à une manifestation le « Vendredi Noir » (4) pour perturber le spectacle du shopping à San Francisco circulait, similaire aux appels ailleurs dans le pays. Un nombre impressionnant de gens se pointaient à Embarcadero la nuit du vendredi. Plusieurs personnes ont pris la parole avant le début de la manifestation, articulant les liens entre la lutte contre la police aux Etats-Unis et le combat au Mexique. D'autres manifestaient leur intention de partir en sauvage cette nuit et mettaient en garde contre des tentatives d'appel au calme. La manifestation avançait à travers la folie surréelle et dystopique du shopping et cherchait à atteindre la cérémonie annuelle de l'allumage de l'arbre de Noël sur l'Union Square, le plus grand rituel de la frénésie consumériste au centre spirituel du capitalisme. Comme parfait symbole de ce monde, la police anti-émeute se voyait obligé à monter la défense de l'arbre sacré contre les barbares en noir qui s'apprêtaient à l'attaquer. Au milieu du chaos, les clients couraient terrifiés dans tous les sens, nombreux d'entre eux se retrouvaient à hurler contre la police qui semblait perturber leur shopping, et cela n'a pas duré longtemps avec que des bagarres éclataient. Des jeunes attaquaient un bijoutier, entraînent un affrontement avec la police. Très vite, un grand nombre de magasins de luxe et une poignée de véhicules de police perdaient leurs vitres. Dans une belle exposition d'idiotie, les agents essayant d'arrêter quelqu'un étaient réduits à une troupe de bouffons (immortalisé sur une vidéo sur le site Vine), succombant aux projectiles et trébuchant les uns les autres. Une forte sensation de joie s'emparait de la foule qui avançait sur le Market Street, provoquant une presque incroyable confrontation entre policiers, manifestants et hordes de consommateurs terrifiés. Pendant que la police s'emballait à suivre les ordres de tenir la ligne, une importante foule se détachait de la manifestation pour aller vers le Mission District. Là, des petits affrontements ont eu lieu partout dans le quartier. Quelques véhicules de police ont été attaqués, deux flics ont été blessés par des projectiles, un fourgon d'une chaîne de télévision a presque pris feu, et un magasin Radio Shack a été pillé. La nuit s'est terminée avec une petite foule qui a été encerclée, arrêtée, inculpée et relâchée.

Les premiers jours de décembre, des appels circulaient pour des manifestations pendant les week-ends, ceux qui étaient encore en prison avaient leurs premières audiences, et la police organisait une conférence de presse pour publiquement lécher ses blessures. Ce qui était peut-être le plus significatif, c'est que la pluie est finalement venue, amenant plus des précipitations en une semaine que pendant l'entière année dernière. Les pluies et le feu sont de retour au Bay. Tout continue.

Quelques conclusions :

- Cette civilisation raciste ne peut pas être reformée. Des appels à la justice, à la transparence et à la responsabilité juridique des agents de police continueront à trouver des oreilles sourdes. Cette société a été construite sur le génocide des indigènes de ce continent et l'esclavage de ceux qui ont été amenés ici. La violence policière n'est qu'une de nombreuses continuations de ce processus de domination raciale. L'Etat ne peut pas mettre fin à son règne de terreur raciale, car elle est essentielle pour toute son existence. La justice qu'il offre est une tragédie ; la paix qu'il offre est un cauchemar. Toute tentative d'arrêter vraiment l'empilement des corps requière que chacun de nous coupe toute les allégeances envers les institutions qui produisent les races et les identités qu'elles inscrivent sur nous. On devra se battre comme des tarés contre la violence souvent invisible et l'ordre des choses en apparence naturelle et rationnelle.

- Les meurtres policiers et la gentrification sont deux expressions de la même logique. Ce sont des opérations de déplacement, de dévastation, d'éradication de tout et tout le monde qui est obstacle au développement et au contrôle. Le progrès de cette société est construit sur la sape de nos réalités physiques et nos corps. Tout, les distractions des médias sociaux et les spectacles des jours fériés, existe pour nous faire oublier. La mémoire est une arme, et elle doit être annihilée pour que l'ordre social puisse cimenter son règne. Les balles policières et les bulldozers ont pour fonction d'éradiquer le sol sur lequel nous nous trouvons, les histoires de ceux qui nous ont précédés, et notre volonté même de se battre. Et donc, si nous nous battons, nous nous battons pour se souvenir. Nous luttons pour garder de l'espace pour notre tristesse et notre rage, pour individuellement et collectivement traiter avec l'émotion à vif qu'ils veulent que nous enterrons en profondeur. Nous luttons pour traiter les générations de trauma que nous portons dans nos corps. Nous luttons pour de l'espace pour pleurer, mais aussi pour jouir. C'est pour cela que nous invoquons les morts pour hanter nos ennemis. C'est pour cela que nous allumons les feux régénérateurs. C'est pour cela que nous chantons et pillons et dansons et pleurons.

- Se battre pour se souvenir, c'est participer à un projet sans fin d'expérimentation et d'apprentissage. Une conséquence de l'oubli imposé dans cette culture est la discontinuité entre les générations et les luttes. Si nous gardons de l'espace, gardons-le pour apprendre les uns des autres. Les dernières semaines, nous avons pu voir

tant de fils de croissance et de découverte s'entremêler. Déjà juste du lundi au mardi, on peut voir les leçons apprises par des milliers dans la rue. Des émeutes de Trayvon l'année dernière (5) en passant par les manifestations de solidarité avec Ferguson il y a quelques mois jusqu'à aujourd'hui, on voit une claire ligne d'extension et d'escalade. Lundi, mardi, mercredi et vendredi se frayent des chemins assez similaires à ceux de l'été, mais alors plus sauvages et plus fortes.

Pour finir, à travers les six années de batailles de rue dans le Bay Area (des émeutes de Oscar Grant (6) au mouvement étudiant, en passant par Occupy), nombreuses personnes se sont rencontrées, sont grandies ensemble, se sont renforcées par la confiance en ses capacités et ses relations. Ces trajectoires d'apprentissage se sont enchevêtrées en quelque chose de belle et de féroce ici. A l'intérieur de cette espace, il y a de la place pour tout le monde d'entre nous d'y contribuer. Ceux d'entre nous qui se sont retrouvés ces dernières années – lors des black blocks et dans les *crews* de graffiti, lors des émeutes contre les flics et les combats contre l'austérité, sur les occupations de places et dans des bâtiments occupés – ont beaucoup à partager. Pas comme des instructions ou des grands plans, mais comme des propositions à chaque moment. Des petites suggestions ouvrant plus d'espace : un appel à un moment et un endroit quand les annonces sont faits, peut-être des barricades quand les gens descendent dans la rue, peut-être des incendies quand les barricades sont érigées, peut-être des expropriations quand les étalages volent en éclat. Nous n'avons aucun intérêt à devenir des spécialistes du combat. Plutôt, nous rêvons de moments qui appellent chacun d'entre nous de devenir tout au même moment ; des situations qui demandent que chacun de nous devient combattant et soigneur, infirmier et incendiaire. Nous n'avons pas de désir de diriger, que ce soit depuis les ombres ou depuis les haut-parleurs et nous ferons tout en notre pouvoir pour combattre et saboter ceux qui cherchent à contrôler et à gérer ces explosions de joie et de furie. Nous voulons nous battre, côte à côte, en première personne, à côté de ceux qui veulent des choses similaires. Nous voulons construire un type de solidarité où chacun d'entre nous puisse se reconnaître ses propres luttes et projets dans les luttes et les projets d'autres. Nous voulons trouver des conspirateurs dans cela et apprendre les uns des autres. L'enchevêtrement et la diffusion de ces tentatives est ce que nous appelons « insurrection ».

Pour l'insurrection, la mémoire, la liberté, la vie.

Notes

1. Les « tech bus » sont des navettes qui amènent les techniciens, les ingénieurs, les informaticiens travaillant pour des entreprises telles que Google, Apple, Facebook, Yahoo, Ebay etc. depuis les villes

2. Un quartier populaire de San Francisco, en proie à une féroce gentrification

3. Rassemblement motorisée (en voitures) dans la rue, avec des spectacles et des compétitions aves les voitures.

4. Journée noir pour les commerces et les magasins, où des millions de consommateurs vont faire leurs courses pour les fêtes de la fin de l'année. Cette année-ci, c'était le 28 novembre 2014. Dans des centaines de magasins à travers les Etats-Unis et en Angleterre, des consommateurs se battaient devant et à l'intérieur des magasins pour des marchandises.

5. Suite à l'acquittement de George Zimmerman, qui faisait partie d'un réseau de vigilance de quartier, pour le meurtre du jeune noir Trayvon Martin, des émeutes éclatent à Los Angeles. Aussi dans d'autres villes, des attroupements virent à l'affrontement.

6. Le jour du Nouvel An de 2009, le jeune noir Oscar Grant est arrêté par des policiers à Oakland. Menotté et par terre, l'agent Johannes Mehserle sort son flingue et lui tire une balle dans la nuque. Le lendemain, Oscar Grant décède à l'hôpital. Les jours suivant le meurtre, des émeutes éclatent et dureront plusieurs jours.



Contre la « ville des riches »

Proposition pour une lutte contre les processus de restructuration urbain à Zurich

Décembre 2014 - Suisse

Depuis quelques années on a pu observer à Zurich mais aussi dans d'autres villes suisses, une certaine dynamique émeutière à l'occasion de fêtes de rue illégales, avec des caractéristiques parfois massives et souvent destructrices. Mais les émeutes de 12 décembre 2014, suite à un appel pour Reclaim The Streets, *étaient exceptionnelles en nombreux aspects. Si la police ne savait rien et a été pris par surprise, les émeutes ont laissé une centaine de vitrines de magasins cassées, les murs recouverts de tags, sept flics blessés, mais aussi des dizaines de lampadaires de l'éclairage public sabotés et une bijouterie pillée pour une valeur estimée de 100 000 francs. Le rassemblement d'entre environ 400 et 500 personnes s'est terminé après une heure et demie, laissant les rues en chaos et dans l'obscurité. Quatre personnes avaient été arrêtées après, mais elles ont été relâchées le lendemain, il semble que les autorités n'ont rien de concret contre elles.*

Confronté avec cette violence inattendue et exceptionnelle, les médias ont été capables de créer un massif sentiment anti-émeute, avec une large campagne de déformation présentant les événements comme des émeutes fortuites ciblant des « petits magasins » et ignorant toute cible compréhensible (comme l'Europaallee, le poste de police, les banques, les grandes entreprises, les projets de gentrification etc.). C'est un discours qui semblait même toucher les participants aux émeutes eux-mêmes. Presqu'aucune voix n'a publiquement défendu ce qui s'était passée, tandis que les médias lançaient des appels à la délation et que la police était à la recherche de balances et publiait des appels aux informations à propos des responsables.

Dans ce contexte, deux semaines plus tard, un tract de huit pages et à un tirage de 10 000 exemplaires a été diffusé, est diffusé dans plusieurs quartiers de Zurich. Ce tract qui parle de ce que s'était vraiment passé en l'insérant dans le contexte de la restructuration urbaine et en proposant une lutte continue, a provoqué un scandale. Les médias ont essayé de le faire passer pour un communiqué des organisateurs et la police a entamé une enquête pour retrouver les auteurs. Les deux textes qui suivent se trouvaient dans le tract en question.

Celui qui a observé le développement de l'espace urbain de Zurich dans les dernières années, non depuis la fenêtre d'un appartement de luxe ou à travers les écrans des moyens d'information, mais dans les rues de la vie sociale, ne devrait probablement guère avoir été autant surpris par la colère destructrice qui dans la nuit du vendredi 12 décembre a dévasté les façades de la ville que les gouvernants et les gardiens de cette dernière. Surprenant au plus, si jamais, est l'esprit borné avec lequel l' « opinion publique » se refuse à en faire la déduction d'un conflit social qui existe ici comme dans toute société capitaliste, et qui s'exprime d'une manière particulièrement claire dans la gestion de l'espace urbain. L'attaque massive contre l'Europaallee, projet fer-de-lance de la nouvelle « ville des riches » envers laquelle Zurich est en train de se diriger, dans un contexte où une partie toujours plus grande de la population plus pauvre se trouve poussée dans des ghettos-dortoirs préparés pour elle à la périphérie de la ville, en parle de façon plus claire que tout mot.

Les dimensions globales des restructurations urbaines actuelles et surtout à venir, bouleversant parfois des quartiers entiers et chassant, avec les hausses de loyer corrélatives, une grande partie de ses vieux habitants, pendant que les rues et les places viennent « nettoyées » et le contrôle est augmenté à tous les niveaux, présentent certainement un potentiel de conflit social. Tout le monde ne veut pas se faire déplacer comme des pions dans les mains des intérêts capitalistes. De cela aussi les gouvernants et les entrepreneurs de cette ville en sont conscients. Et c'est cela ce qu'ils craignent, que ce conflit social pourrait se répandre et inciter toujours plus de monde à faire suivre des actes aux ras-le-bol. C'est pour cela qu'ils ont évité de façon bornée, et fût-ce avec les échappatoires les plus absurdes, de faire la déduction de ces processus de restructuration qui évidemment sont devant les yeux de tout le monde, pendant qu'à la rage qui s'exprimait dans cette nuit était nié tout contenu social.

Ce qui a tellement épouvanté les politiciens de toutes les couleurs et les bons citoyens, c'est l'attaque directe et destructrice, sans aucune disponibilité aux dialogue démocratique. À partir du moment où le conflit abandonne les chemins politiques que l'État nous met à disposition en sachant que de cette façon c'est toujours lui qui a les cartes en main, il ne leur reste rien d'autre que la calomnie et la répression. Avec un discours qui met tous ceux qui osent se rebeller contre l'État démocratique en dehors de tout contenu social (en les réduisant à des mots comme « hooligans », « casseurs » ou « terroristes ») et avec un expansion (tant légal qu'infrastructurel) des capacités répressives pour les contrer, on voudrait garder sous le tapis ce conflit couvant. Dans ce sens, ce n'est pas un hasard par exemple qu'actuellement, dans l'un des lieux clés de ces processus de restructuration, entre Altstetten et Aussersihl, une des zones les plus pauvres au centre de Zurich, on construit un nouveau et immense centre de police et justice.

Mais, comme nous l'ont démontré les émeutes de cette nuit-là, nous ne sommes pas contraints de simplement accepter tout cela. La choix de se rebeller nous ouvre des espaces d'action qui semblaient inimaginables auparavant. Nous pensons qu'il est possible de se battre contre les restructurations en cours, de les perturber, les saboter et les arrêter, et nous pensons que cette lutte a la possibilité d'aboutir à une amélioration concrète des conditions pour ceux qui sont écrasés et chassés par ces processus-là. Mais pour cela il est nécessaire qu'elle aille au-delà de la forme d'émeutes plus ou moins spontanées, et se transforme en une lutte permanente, auto-organisée et insurrectionnelle qui soit capable de se répandre entre autant de personnes touchées que possible.

Cela nous pose devant la nécessité de clarifier, en plus des questions sur la façon d'approcher une telle lutte, la compréhension des processus auxquels nous nous trouvons à faire face. Mais avant d'examiner ici plus dans le détail les processus de restructuration actuels à Zurich et les possibilités d'une lutte, quelques observations générales qui pourraient nous aider à les comprendre mieux.

La gestion capitaliste de l'espace urbain

Dans une société qui d'un côté veut prétendre que « nous sommes tous dans le même bateau », alors que de l'autre elle se base, fondamentalement, sur une séparation entre possédants et exploités, privilégiés et exclus, la gestion de l'espace social a pour but d'empêcher que cette séparation aboutisse à un conflit ouvert dans lequel les uns se reprennent ce que leur est arraché ou nié par les autres. Avec le développement de la structure capitaliste, les mesures pour gérer ce conflit social qui se densifie de manière particulièrement claire dans l'espace urbain, se développaient également.

À l'époque où l'apparition des premières usines et plus tard des complexes industriels plus avancés attirait des masses de travailleurs de la campagne dans les villes en faisant croître les quartiers pauvres de manière chaotique, pendant que, dans ces agrégations d'exploités, fermentaient des formes de résistance et des idées révolutionnaires, l'État se basait, comme moyen primaire pour tenir sous contrôle l'espace urbain, sur la répression. Ce n'était pas rare, à cette époque, qu'on pouvait voir l'armée intervenir contre des ouvriers grévistes ou insurgés, souvent de façon meurtrière. Avec l'automatisation et la délocalisation progressive des industries, devenue possible à travers les modernes technologies d'information et de communication, et avec l'expansion du « secteur des services » qui se base principalement sur le traitement et la gestion de données, aussi la structure de l'espace urbain s'est transformée. Les anciens quartiers ouvriers devaient reculer toujours plus face aux centres de commerce et de bureaux, pendant que leurs anciens habitants se trouvaient poussés à la périphérie de la ville ou dans les faubourgs. Ainsi on déchi-

rait non seulement les liens sociaux qui étaient à la base des formes de résistance d'autrefois, mais on éliminait aussi toujours plus complètement, à travers le vidage et le renouvellement progressant des places et des quartiers, leur mémoire dans l'espace. Toujours plus de personnes se retrouvent étrangères dans un espace mort qui est dédié exclusivement à la valorisation capitaliste. Cela fait partie des raisons, et non des moindres, du mal-être sociale que s'exprimait dans les révoltes des jeunes de 68 et des années 80, comme aussi, sous un autre point de vue, dans la diffusion des drogues qui marquait l'image des rues jusqu'aux années 90.

Mais entre-temps aussi ces expressions du conflit social ont été récupères par les institutions étatiques, lorsque la gestion capitaliste de l'espace urbain continuait à progresser. Aujourd'hui la répression est sans doute, encore et toujours, le moyen définitif sur lequel se base l'État afin de maintenir les rapports existants de séparation sociale et d'exploitation. Mais à part le fait que les formes de la répression ont évolue, des mesures ultérieures, plus sophistiquées et mieux appropriées au modèle démocratique, s'y sont ajoutées. Mesures qui visent plutôt à assurer préventivement la pacification sociale et le consensus : d'une part à travers une recherche toujours plus pénétrante de participation, de l'autre à travers un contrôle toujours plus capillaire de l'espace social. Car, là où la production capitaliste de valeur ne se concentre plus dans des zones parcellées (dans les anciennes industries), mais s'est disséminée, à l'aide des technologies dit « télématiques », sur tout l'espace, la vulnérabilité des fluxes toujours plus complexes d'information, d'électricité et de transports qui font fonctionner ce système augmente. L'extension des mesures de contrôle se manifeste à nombreux niveaux : de la configuration des quartiers et des places de façon à les rendre faciles à surveiller, l'extension des capacités répressives (police, armée, tribunaux, prisons,...) complétées par les différents servants (travailleurs sociaux, contrôleurs, entreprises de sécurité, mentalité de contrôle des citoyens,...), la vidéo-surveillance dans les rues et dans les transportes publics, jusqu'à l'auto-contrôle à travers l'intériorisation des valeurs de la classe dominante qui nous sont inculqués à travers l'école, le travail et les moyens de communication de masse, en nous encourageant à collaborer avec les autorités et à participer à la gestion de notre propre misère.

À ce propos, les possibilités immenses que les technologies informatiques ont ouvert à la gestion démographique de la population, à travers l'acquisition et la gestion massive de données, sont remarquables. Avec ces systèmes de données il est possible aujourd'hui de planifier, presque minutieusement, la structuration de l'espace urbain et la sectorisation de la population, selon des critères comme la situation économique, sociale, pénale, culturelle, familière, etc. Le « ghetto » moderne n'est donc plus comparable aux quartiers pauvres du passée ou aux slums des pays économiquement moins développées. Il n'est plus un fait chaotique, sans aucune logique projectuelle, mais il devient une développement prévisible et planifiable d'avance, réalisant une séparation toujours plus nette. Car, si le danger de la classe ouvrière, sur qui autrefois l'exploitation se concentrait de manière claire, entre-temps a été désagrégée, pour les gouvernantes continue à exister néanmoins le danger de ces couches de population « exclues » condamnées à une existence précaire entre survie et production afin de rendre possible la situation privilégié des « inclus ». Le danger de ceux qui sont privés des moyens tant matériels que culturels pour saisir les possibilités que le capitalisme démocratique leur tient sous le nez, comme une beefsteak à un édenté. De ceux qui subissent le plus directement le fonctionnement répressif et exploitatrice de cette société, et qui présentent toujours le potentiel d'une révolté sociale qui pourrait la bouleverser de fond en comble.

Cependant aussi les conditions de cette révolte ont change. Avec l'élimination de la mémoire dans l'espace social et avec la sursaturation permanente à travers des informations aplaties qui nous abrutissent plutôt que nous aider à comprendre la réalité, il semble qu'un sentiment de vivre dans un présent éternel s'est instauré. Les vieilles utopies de liberté, qui se trouvaient bien audelà de ce présent, ont été avalées et revomies en forme de marchandises par le capitalisme soi-même. Les aspirations révolutionnaires à une société totalement différente qui donnaient jadis une perspective aux opprimés, sont toujours plus disparues dans l'imaginaire social (quoique, en ce moment, elles trouvent, depuis d'autres parties du monde, de nouvelles stimulations). Mais tout cela ne change rien au fait que le conflit social perdure, et qu'il continue à trouver son expression : dans des brusques explosions de rage et dans la destruction d'un entourage qui pour une couche croissante d'exclus est devenu absolument étranger. Et ça, c'est un phénomène que les métropoles croissantes voient émerger de plus en plus. Ceci aussi les gouvernants le savent.

Zurich sur la voie vers la métropole

Zurich est depuis longtemps en train de se développer, avec Bâle et la région du lac de *Genève*, envers l'espace métropolitaine le plus important de la Suisse. Cela pose de nouveaux défis à la gestion capitaliste de l'espace urbain. D'un côté à cause de la complexité et de l'interdépendance structurelles croissantes, et par conséquence de la vulnérabilité envers des « facteurs de perturbation », de l'autre à cause des couches croissantes d'exclus, et par conséquence du danger du conflit sociale.

En tant que plaque tournante internationale du capital et emplacement attractif pour beaucoup d'entreprises multinationales, surtout dans le domaine du soi-disant secteur des services et de l'information qui constitue la production primaire de valeur dans les sociétés « post-industrielles », Zurich s'est développé progressivement en une ville mondiale prospère. Conformément à cela,

le développement s'oriente toujours plus aux exigences d'un ville internationalement compétitive, pendant que les besoins de ses habitants qui ne correspondent pas à ces exigences, se retrouvent toujours plus dans l'ombre. Les zones clés les plus importantes de la ville sont réservé pour les directions d'entreprises internationalement organisées, ainsi que pour leur besoin d' « îlots de logement luxurieux ». L'Europaallee elle-même en représente plus qu'une expression symbolique.

Avec une croissance prévue de plus de 60'000 habitants qu'on attend jusqu'à 2025, le ville doit se transformer progressivement en une métropole « multipolaire », avec les trois centres City, Altstetten et Oerlikon, pendant que les ghettos-dortoirs à la périphérie de la ville et dans les faubourgs, surtout vers le nord et le ouest, s'élargissent ultérieurement. Dans ce sens, d'une côté, on construit de tout pièce des nouveaux quartiers de luxe et des complexes de bureaux dans l'espace devenu inutile des anciennes zones industrielles, comme à Zurich West, Altstetten et Zurich Nord, de l'autre côté on « revalorise » et renouvelle progressivement des quartiers résidentielles existantes, comme dans le quartier Langstrasse, autour de la Weststrasse et dans l'avenir dans le quartier Hard et le centre d'Altstetten. Avec l'accent mis sur des petites entreprises et des bâtiments écologiques on essaye de mettre cette « revalorisation » sous une lumière positive vis-a-vis les citoyens, pour cacher ce que cela signifie pour la grande partie des habitants actuels : la destination pour eux, qui économiquement sont inintéressants ou ne correspondent pas à l'image d'une « ville internationalement compétitive », sera, à plus ou moins longue terme, la périphérie urbaine, pendant que les centres futurs seront réservés principalement aux riches.

Un élément essentiel pour garantir le démarche de ce développement est l'expansion du réseau des trams, des bus et du RER. Ainsi les ghettos-dortoirs croissants dans la vallée de la Limmat qui devraient accueillir entre autres les personnes expulsées d'Altstetten, seront raccordées avec la nouveau train de la vallée de la Limmat et le déroutement respectif de la ligne du tram 2 à travers la gare d'Altstetten jusqu'à Schlieren. La gare d'Altstetten elle-même sera aménagée et gagnera d'importance. Avec les chantiers pour des grandes entreprises en cours de construction du côté nord de la gare, qui s'ajoutent à la transformation de l'ancienne zone industrielle de Zurich West en emplacement du secteur tertiaire, et avec la démolition et la reconstruction de nombreux complexes résidentielles du côté sud, le centre d'Altstetten aussi va subir, de la place de la gare à travers l'Altstetterstrasse jusqu'au Lindenplatz, une « revalorisation » pour rendre le quartier adapté aux besoins de la nouvelle couche de riches qui viendra s'installer. Il est vrai que ces démarches tombent encore sur de la résistance dans le quartier, mais au sein du cadre de la politique il sera impossible de les arrêter encore.

Mais l'accent des mesures d'expansion des transports publics porte sur Zurich Nord où, à cause des espaces inutilisés, le dynamique d'évolution est particulièrement forte. À côté de l'espace économique attractif pour des entreprises internationales à cause de la proximité de l'aéroport et des prix faibles du sol, aussi ici, comme dans la vallée de la Limmat, les nouveaux ghettos-dortoirs pour les exclus croissent. Ces développements augmenteront l'importance du centre d'Oerlikon. L'installation d'une ligne de tram tangentielle, du T1, allant d'Affoltern jusqu'à Stettbach en passant par Oerlikon, ainsi que l'expansion en cours de la gare d'Oerlikon, en serviront de support. À part cela, la ligne du tram 11 ira à partir du Bucheggplatz jusqu'à Affoltern où est prévue une croissance particulièrement forte des citées. Le tram de Rosengarten devra enfin, à un certain moment, relier Zurich Nord directement à Zurich West.

Dans Aussersihl, dans les quartier Langstrasse et Bullinger, une des zones résidentielles les plus pauvres au centre de la ville, avec la démolition et la reconstruction de plusieurs lotissements dans les années à venir, et avec l'immense centre de police et justice en train d'être construit, la « revalorisation » qui dure depuis longtemps déjà sera soutenue par le raccordement élargi de la linge du tram 8 à travers la gare de Hardbrücke jusqu'à Zurich West. Avec une discours sur la « mixité sociale » et sur le « développement durable du quartier » on essaye de calmer les esprits, vu qu'un bouleversement trop brusque de ces quartiers historiques serait évidemment inacceptable. Mais celui qui observe les projets de construction passés et à venir, à partir de la Weststrasse passant par la Kalkbreite, l'Europaallee, la Neufrankengasse, la Seebahnstrasse, jusqu'au PJZ, ne se fera guère des illusions sur la question pour qui ces quartiers en futur seraient destinés, et pour qui probablement plutôt pas.

Ce qu'on peut observer, tout en général, c'est une séparation toujours plus nette entre une couche de population « inclue » et une « exclue ». À la première est réservé une situation de privilège, de domination, de culture de haut niveau, de projectualité et de créativité, à la deuxième, sur l'exploitation de laquelle se base le première, est réservé au contraire une situation de survie, de consensus, d'acceptation passive, de sous-culture et de manque de stimulations. Afin de gérer cette séparation sans perturbation, l'État et le capital ont de plus en plus besoin de la disponibilité totale de l'espace social. Rien ne doit échapper au contrôle.

Possibilités d'une lutte

Nous pensons qu'il est grand temps de prendre l'initiative contre ces processus de restructuration, avant que le mur invisible qu'ils sont en train de tracer à travers la société ne soit plus remis en question par personne. Les possibilités d'une lutte pareille sont tout aussi variées que les aspects de ces processus mêmes. Ceux-ci se réalisent et se réaliseront toujours plus dans le futur, surtout dans les zones susmentionnées, par des

démolitions et des assainissements de bâtiments, par des constructions de nouveaux immeubles résidentiels, commerciaux et administratifs, par des revalorisations de rues et de places, par la présence de forces de l'ordre et de structures de contrôle (vidéo-caméras), par l'expansion du réseau des transports publics, et, en général, par les fluxes d'information, d'électricité et de transports (installations de câbles, panneaux de distribution, chantiers routières), dont le bon fonctionnement de la nouvelle ville des riches est absolument dépendant.

Considérant les innombrables chantiers que cela nécessite partout dans l'espace urbain, tout comme les infrastructures qui s'étalent du centre jusqu'à la périphérie, et qui souvent ne sont pas du tout surveillées, s'ouvre un champ immense de possibilités d'action diffuses, simples et faciles à reproduire. Le sabotage, avec lequel les travailleurs d'autrefois arrachaient de temps et d'espace à leurs chefs dans les usines, redevient l'arme fondamentale des exclus. Une indication qui pourrait être intéressante nous parvient depuis l'émeute du dernier 12 décembre elle-même. Comme a été remarqué par beaucoup de monde, dans cette nuit l'éclairage a été coupé, rue par rue. Dans les zones obscurcies on pouvait observer comme la circulation routière diminuait et les gents se reprenaient la rue, en plus du fait que la tâche des forces de l'ordre a été obstruée. Avec une recherche plus approfondie dans cette direction on peut sûrement trouver de nombreuses possibilités pour arracher du temps et de l'espace à la prolifération frénétique des projets capitalistes.

Outres les effets immédiats qui peuvent être réalisés à travers le sabotage en tout moment et de façon autonome, que ce soit seul ou en petits groupes, ainsi se peut construire une pression sociale enfin d'imposer l'obtention d'objectifs spécifiques. Ces objectifs très concrètes sont fondamentaux pour qu'une lutte pareille puisse être d'intéret pour autant de personnes touchées que possible. Surtout quand, comme par exemple dans le cas du nouveau centre de police et de justice, la fonction oppressive du projet est évidente pour la population touchée, et une certaine hostilité est déjà socialement diffuse. L'empêchement d'un projet de construction, tout comme la résistance contre une démolition ou une hausse de loyers, l'occupation d'une maison ou aussi la grève des loyers, peuvent être des moyens dans une lutte contre les processus de restructuration urbaine. Mais nous devons tenir compte que ces processus, comme nous l'avons observé plus avant, sont lies à des rapports sociaux de domination qui traversent notre société entière, et que nous ne pouvons pas, pour cette raison, nous limiter à la conquête et la défense d'objectifs partiels. Sinon nous finirons forcément par conquérir des niches ou des concessions qui peut-être seront tolérées temporairement, mais qui peuvent être écrasées ou repris facilement dès qu'on dépasse le cadre de tolérance circonscrite.

À ce propos, peut-être ce n'est pas inintéressant de regarder un peu en arrière dans l'histoire. Une des mouvements les plus marquants contre le développement capitaliste de la ville à Zurich était peut-être la grève des loyers de 1932, à une époque où, suite à la démolition et le détournement d'usage de milliers d'appartements dans le vieux centre-ville, les loyers dans les alentours augmentaient progressivement. À l'époque les habitants de la cité-ouvrière de Quellenstrasse ont décidé de cesser de payer les loyers, de fonder un comité d'action autogérée (le Parti Socialiste, qui à l'époque se donnait encore des allures de lutte de classe, condamnait la grève) et d'utiliser l'argent plutôt pour financer leur lutte. D'autres maisons se sont rejointes, un bulletin a été crée afin de transmettre les informations sur la lutte, les actions se répandaient et bientôt on appelait, avec plus que dix-milles tracts, à une grève générale des loyers. En l'espace de quatre mois presque 140 maisons et plus de 10'000 locataires se sont rejoints au mouvement qui, à la fin, a obtenu une réduction des loyers de 8-15%. Les tentatives suivantes d'expulsions policières ont été empêchées avec succès, avec des blocages massives, et les premières expulsions réussies ne pouvaient être imposés que quatre ans plus tard. Malheureusement, une grande partie du mouvement s'est arrêtée avec ces conquêtes-là, sans continuer la lutte. Cela permettait aux gouvernants de faire quelques concessions et d'attendre que la situation se calme, pour continuer ensuite avec la même procédure.

Pourtant, le potentiel rendu possible par une coordination minimale de la lutte, se basant sur des structures autoorganisées par les gens eux-mêmes, apparait clairement dans cet exemple – que l'objectif soit une grève des loyers ou qu'il soit autre chose, comme par exemple l'empêchement d'une démolition ou d'un projet de construction. La dimension physique de telles structures de lutte autogérées peut être imaginée de différentes manières. Elle peut aller d'une présence régulière en certains lieux jusqu'à des espaces plus permanents. Toutefois, l'important c'est que l'objectif soit clairement défini, tout comme les bases méthodologiques pour arriver à cet objectif. En ce sens il s'agit, en effet, de points de référence pour tous ceux qui peuvent être intéressés par la lutte qui est proposée, pour en discuter ensemble le cours. Points de rencontre qui peuvent, selon les événements, gagner ou perdre de poids, et qui se dissolvent quand l'objectif respectif est atteint ou abandonné, pour se reconstituer à nouveau et différemment pour d'autres objectifs. Ceci pour éviter qu'ils se transforment en structures rigides dans lesquelles quelques politiciens, peu importe si parlementaires ou « révolutionnaires », essayent d'imposer leur intérêts de pouvoir politique, plutôt que de laisser le pouvoir enfin uniquement aux gens, qui, une fois décidées d'organiser leurs affaires eux-mêmes, n'ont besoin en effet ni de politiciens ni de l'État.

Il est donc indispensable de partir d'une clarification de la « méthode » avec laquelle ces objectifs « intermédiaires » devraient être atteints. Tout d'abord, comme déjà dit, l'indépendance absolue par rapport à tout parti ou organisation politique. Personne ne peut représenter nos intérêts sauf nous-mêmes. L'auto-organisation de

nos luttes, des moyens et des structures qu'elles nécessitent, du travail informatif pour les rendre connues, est la seule garantie pour ne pas se faire entuber encore et encore par n'importe quel politicien. Dans ce sens aussi le refus de la négociation. La recherche démocratique de participation tente à tous les niveaux d'intégrer les conflits sociaux dans la gestion étatique et de les étouffer dans la procédure politique, évidemment toujours à faveur de la même partie. Une lutte qui vise évidemment contre les intérêts des gouvernants, comme celle contre les processus de restructuration urbaine à Zurich qui est proposée ici, ne peut qu'avoir succès quand elle est capable de prendre l'initiative, de passer à l'attaque et de réaliser ses objectifs avec les moyens et la pression nécessaire.

L'émeute du 12 décembre 2014 a montré à nous tous le potentiel qui se trouve dans des individus qui décident de se révolter. Si nous réussissions à transformer ce potentiel en une lutte insurrectionnelle consciente, permanente, basée sur des structures autogérées qui peuvent aussi être capable de se coordonner entre elles, il est à chacun d'imaginer les possibilités que cela pourrait nous ouvrir pour combattre les projets asphyxiantes des gouvernants et pour reconquérir la liberté, l'espace et le temps, qu'ils nous arrachent chaque jour.

L'émeute du 12 décembre

L'Europaallee est certainement une construction de béton et de verre particulièrement moche. Un projet destiné à rendre la zone environnante, jusqu'ici pas encore tellement infestée par la revalorisation, attractive pour des clients aisés et des « yuppies » – *young urban professionals*. Elle appartient à la CFF qui désormais logera, en plus de tout les restaurants hype, les banques, les bijoutiers et les lofts, aussi Google elle-même. N'importe où elle serait placé, cette construction est une abjection pour les yeux. Mais ce n'est pas n'importe où qu'elle est en train d'être bâtie, au contraire, elle est destinée à connecter l'arrondissement 1 et 4 – c'est-à-dire, à aménager l'espace pour des citoyens payants et à conformer le quartier à leurs goûts, ce qui a pour conséquence assez directe que ceux qui ne peuvent pas payer les loyers croissants et les nouveaux appartements seraient, à plus ou moins long terme,... fichés à la porte. Or, personne ne peut nier ce processus, visible à Zurich comme dans des centaines d'autres villes.

Cette allée a donc été le cible d'un cortège dévastant qui a probablement épouvanté l'un ou l'autre citoyen. Des centaines de personnes prenaient d'assaut l'Europaallee. Toute façade recouverte par des vitrines a été détruite, fracassée et salie, quelques-uns ont même osé d'allonger les mains vers ce qui se trouvait à son intérieur. Les flics étaient visibles et audibles au loin, mais, incapables de se protéger eux-mêmes et de protéger la propriété, déjà depuis quelques temps ils ne s'hasardaient plus à approcher la foule révoltée. Aux marges de ce scénario deux arbres de Noël ont été emblématiquement brûlés... *Une fête de la joie*! Une fête qui a inspirée la créativité destructrice de maintes personnes et qui émanait cente fois plus de vivacité et de beauté que l'insipide « fête de l'amour » pour laquelle tout les boutiques encaissent leurs beaux profits...

* * *

Mais L'Europaallee n'était ni le commencement ni la fin de cet cortège plein de vie. C'est seulement qu'il est nécessaire de mettre fin à certaines rumeurs qui ont été diffusées assez largement par les médias. Les vitres n'ont pas été fracassés « au hasard et sans but », mais, avant tout, l'Europaallee, dont le rôle dans le processus de développement de la ville n'est pas un secret, a été attaquée de manière ciblée – et c'est ça, justement, qui leur fait peur. Aucun revendication est visible. Aucun acteur est identifiable. Rien qu'un exemple de ce qui est – et qui serait encore – possible!

La manif a commencé le 12.12, à dix heure du soir, près du Sihlhölzlipark au bord de Wiedikon. Des centaines de personnes se sont rassemblée et se sont dirigées, à travers la gare de Wiedikon, vers la Langstrasse... Dés le début, une multiplicité de diverses méthodes a été employée. Des murs ont été bariolés avec des paroles et des tags très variées, l'éclairage public a été saboté, de temps en temps des containers ont été poussé sur la rue et incendiés, près du dépôt de tram une patrouille de police qui voulait rétablir le calme et l'ordre a dû reconnaître qu'ils ne sont pas toujours les plus forts. Depuis longtemps ils savent déjà que pas tout le monde les regarde comme des « amis et secoureurs », mais malheureusement c'est trop rarement qu'ils le *ressentent* également... Et, bien sûr qu'on « accepte avec ça consciemment la possibilité de blessures corporelles » – – tout comme ils le font avec chaque tir de balles en caoutchouc, avec chaque cartouche de gaz lacrymogène, avec chaque jet du canon à eau! Tout comme, jour par jour, ils harcèlent, contrôlent, menacent avec des armes, arrêtent, enferment, tabassent et de temps en temps abattent des personnes, pendant qu'ils « acceptent la possibilité » que ceux-ci – évidemment tout involontairement – meurent dans leurs cellules... Tout ce qui érige maintenant les flics en victimes n'est rien

d'autre que hypocrisie et déformation légalitaire de la réalité. Mais tous ceux qui comprennent le mot liberté, et ne serait-ce qu'en grand lignes, devraient admettre que l'attaque contre les flics est, si non proprement magnifique, en tout cas au moins, logiquement comme pratiquement, justifiée.

* * *

Or, après ce premier, violent affrontement, dont la puissance était certainement exceptionnelle, les premières vitres commençaient à éclater... Une expression de la colère qui est probablement compréhensible partout dans le monde. Peut-être ne serait-ce déjà comme attaque contre l'environnement aliénant dans lequel chaque façade de vitres nous veut refiler quelques marchandises. Contre des entrées et des vitrines qui nous ne disent rien de plus que: « uniquement pour des clients payants ». Le *trashing* est justement dans ce contexte une technique de dévalorisation: une possibilité de rendre des locations moins lucr... euh... attractives...

La foule se dirigeait alors lentement vers la Langstrasse où une horde de citoyens actifs protégeait la Coop Pronto [pillé au cours d'une émeute il y a deux ans]. On les ignorait... Au lieu de cela des distributeurs automatiques de tickets et de billets ont été sabotées et l'éclairage continuait à se laisser éteindre, des murs étaient redécorés et des vitres brisés. Et bien sûr: quelques vitres qui ont été fracassés, relativement peu nombreuse, n'étaient pas vraiment choisi de manière très pertinente... Mais, quel intérêt pour les vitres de soi-disant petites entrepreneurs ont ceux qui ne sont pas des propriétaires de magasins, ceux qui doivent bosser pour eux, ou ceux qui ne peuvent même pas se permettre les marchandises tellement formidables qui nous sont proposées là? En fait, nous ne sommes pas surpris que les petits-bourges se déclarent solidaires avec les propriétaires de magasins maintenant érigés en victimes... Mais ceux qui ont le dessous dans ce monde de l'entrepreneuriat et qui s'imaginent la liberté comme quelque chose d'autre que celle bourgeoise de l'acheter et vendre, n'ont aucune raison de défendre ce monde de l'entrepreneuriat – ils ne font que se faire eux mêmes un croche-pied .

* * *

Après l'attaque à l'Europaallee qui s'ensuivait, le commissariat de la Militärstrasse était attaqué de manière massive. Après cela le cortège est terminé, avec quelques détours, auprès de la Bäckeranlage où encore deux Mercedes chic ont été brûlées. A posteriori, la police tentait de répandre la rumeur que la dissolution du cortège aurait été grâce à eux, qu'elle aurait été capable d'« éviter des choses bien plus graves ». Mais, encore pour assez longtemps ils ne se hasardaient pas dans le quartier Langstrasse – qui était en partie obscurci. Sans lumière, ils perdent tout simplement la vue d'ensemble (et cela dans une quartier normalement policé avec une pénétration exceptionnelle). Les lumières sabotées ont eu également l'effet chouette que la circulation de voitures ne pouvait pas reprendre immédiatement et que les rues étaient temporairement réappropriées – fidèle à la devise du cortège, Reclaim The Streets – par des passantes...

Jusqu'à aujourd'hui ils n'arrivent guère à faire lumière dans l'obscurité. C'est pourquoi tout ce qui a rang et nom essaie à trouver une identité, à trouver des coupables pour écarter le tout comme quelque chose de l'au-delà, comme quelque chose de totalement incompréhensible. Afin que personne ne peut s'y retrouver. Afin que personne ne peut en comprendre la motivation. Mais, ça ne fonctionne pas. Car, il existe 1000 raisons pour la révolte, comme le dit aussi un *Tag* qui a été laissé cette soire. 1000 raisons qui ne peuvent pas être limités à cette ou celle identité, scène ou organisation marginale. Chacun (aussi toi!) peut s'encagouler et passer à l'action, et c'est cela qu'au final ils craignent le plus. La police n'est pas surpuissante. Chacun peut s'approprier les moyens pour attaquer, pour saboter, pour vandaliser, et: c'est facile!



La boîte de Pandore et le fourre-tout de l'antiterrorisme espagnol

Décembre 2014 - Espagne

La matinée du mardi 16 décembre nous a surpris par une vague de perquisitions et d'arrestations. Elle nous a surpris ? Nous ne mentirons pas. Reprenons depuis le début. Le matin du 16 décembre ne NOUS A PAS surpris. La police autonome catalane, les Mossos d'Esquadra, la Guardia Civil et les agents judiciaires de l'*Audienca Nacional* [1] sont partis à l'assaut de plus de 10 domiciles et de quelques locaux anarchistes à Barcelone, Sabadell, Manresa et Madrid, avec leur lot de perquisitions, d'arrestations, de confiscation de matériel de propagande et informatique, en plus de profiter de l'occasion pour tout retourner et piller aussi, en utilisant tout le corps anti-émeute de la Brigade Mobile des Mossos d'Esquadra, dans la vieille Kasa de la Muntanya, un espace occupé qui vient de fêter ses 25 ans.

Selon la presse, qui a comme toujours démontré son rôle de porte-voix policier, l'objectif de ces arrestations est de désarticuler « une organisation criminelle à finalité terroriste et de caractère anarchiste violent ». Bien qu'il soit facile de répéter une fois de plus une phrase tout faite, nous allons le faire : la seule organisation criminelle qui cherche à terroriser les gens de par son caractère violent est l'État et ses tentacules : la presse, l'appareil juridique, ses corps répressifs et ses politiciens, d'où qu'ils proviennent.

Pourquoi cette répression ne nous surprend-t-elle pas ? Parce que nous l'attendions.

Il ne s'agit pas de jouer à l'oracle, rien de tout cela, seulement de savoir lire entre les lignes et, parfois de façon littérale, les événements. Comme cela s'est déjà déroulé avec la détention d'autres compagnon-ne-s l'année passée, il y a longtemps que s'orchestrent des vagues comme celle de mardi contre les milieux libertaires et anti-autoritaires. Et si les différentes rafles n'ont jamais été aussi grandes, elles mettaient en évidence un horizon semé de situations de ce genre.

Opération « à l'italienne ».

Depuis deux décennies, le milieu anarchiste de la région voisine qu'est l'Italie vit de temps en temps, et de façon toujours plus régulière ces dernières années, des macro-opérations similaires à celle de mardi. Pas seulement du fait de leur aspect de rafles simultanées et de perquisitions dans différentes maisons, mais aussi à cause de l'utilisation de noms faciles à retenir et un certain humour noir, comme dans le cas de la présente opération, surnommée Pandora car dans ce cas, selon ce que la presse a répété de ses sources judiciaires, « c'était une boîte qui, du fait des nombreuses frayeurs que nous

avions, était impossible à ouvrir ». Par « nombreuses frayeurs », ils se réfèrent à différentes actions ayant eu lieu ces dernières années sur tout le territoire de l'État espagnol. Pour revenir aux opérations italiennes, il suffit de rappeler les noms de quelques-unes de celles de ces dernières années, comme l'Opération Thor, dont le nom renvoyait à l'accusation d'une série d'attaques au marteau contre des distributeurs automatiques et autres bureaux ; l'Opération Ixodidae, qui se réfère au nom technique de la famille des tiques, la façon qu'avaient les fascistes de nommer les communistes et les anarchistes ; ou d'autres comme Ardire, Cervantes, Nottetempo, etc.

En plus de la procédure et de la nomenclature, un facteur qui nous rappelle lui aussi beaucoup le pays voisin est le rôle de la presse, laquelle nous a aussi aidé-e-s à voir ce qui était sur le point d'arriver. Depuis environ 3 ans, voire un peu plus, la presse espagnole a commencé une campagne pour préparer le terrain de manière à ce que des opérations comme celles-ci ne soient pas seulement possibles, mais aussi prévisibles. En pointant du doigt des milieux, et même parfois des espaces précis ou des personnes avec leurs nom et prénom, des collectifs, etc, elle travaille à construire une image caricaturale et un rien bizarre d'un ennemi intérieur qui, bien que cela soit habituel depuis des décennies, a pris ces dernières années les caractéristiques très spécifiques de « l'anarchiste violent », de « l'insurrectionnaliste », de « l'antisystème qui s'infiltre dans les mouvements sociaux », etc.

Le fiasco chilien

L'année 2010 a été une année glorieuse pour l'État chilien. En plus de l'élection comme président de Sebastián Piñera, de droite, entrepreneur et quatrième fortune du pays, une opération policière, médiatique et judiciaire contre le milieu anti-autoritaire est orchestrée avec plus d'une dizaine de perquisitions et d'arrestations, connue en tant qu'Opération Salamandre, plus connue comme « Caso bombas » puisqu'elle prenait comme point de départ l'enquête sur une série d'attaques à l'explosif survenues les années précédentes, et la création à travers l'imaginaire policier d'une macro-structure hiérarchique d'un supposé réseau chargé de toutes ces détonations : un cirque qui non seulement a affaibli l'image de l'État, en plus de le tourner en ridicule, mais qui a surtout mis en évidence la grossièreté des procédures d'investigation, qui incluent falsification de preuves, chantage et pression pour obtenir des informations ou des « repentis », hasard, etc. La procès a abouti à la relaxe de toutes les personnes mises en cause, et à une soif de vengeance de la part de l'État chilien contre le milieu et les personnes mêlées à l'enquête.

Un an après la finalisation de cette farce qu'était le « Caso bombas », et à travers une autre opération, de ce côté-ci de l'océan cette fois, les ministères, les juges et les policiers espagnols et chiliens ont travaillé de concert sur un nouveau cas. Mónica Caballero et Francisco Solar, tous deux auparavant poursuivi-e-s dans le « Caso bombas », sont arrêté-e-s à Barcelone, où ils vivaient alors, avec trois autres personnes qui ont plus tard été écartées de l'affaire, sous l'accusation d'avoir posé un engin explosif dans la Basilique du Pilar à Saragosse, la conspiration en vue de réaliser un acte similaire et l'appartenance à une supposée organisation terroriste. Ces compagnon-ne-s sont actuellement en prison préventive, en attente d'un procès dont on ignore la date, et nous ne savons pas non plus en quoi leur procès sera altéré par cette nouvelle vague répressive.

La situation est plus ou moins connue de tous et toutes, et si nous sommes bien sûr-e-s d'une chose, c'est que les récentes arrestations servent à donner corps à une affaire qui ne tient pas debout toute seule.

Un hasard ?

Quelques heures avant les arrestations de mardi, le gouvernement espagnol faisait écho dans ses médias du fait que « les ministères de l'Intérieur d'Espagne et du Chili ouvrent une nouvelle phase de collaboration renforcée dans la lutte contre le terrorisme anarchiste ». Le lundi 15 décembre dernier, le ministre de l'Intérieur espagnol, Jorge Fernández Díaz, a rencontré au Chili le vice-président et ministre de l'Intérieur chilien Rodrigo Peñailillo, dans le Palais de La Moneda, siège du gouvernement à Santiago du Chili. « Dans la lutte contre le terrorisme, le Chili trouvera en l'Espagne une solide alliée », se gargarisait l'Espagnol, tandis qu'il recevait la Grande Croix de l'Ordre du Mérite chilien, « la plus grande décoration de mérite civil du pays », selon la presse, un trophée que l'État chilien octroie en ce cas pour le labeur policier et comme récompense pour l'arrestation des compagnon-ne-s Mónica et Francisco l'an passé.

En plus de ces prix et de ces éloges, Fernández le commercial a vendu un peu de sa marchandise : perfectionnement policier, judiciaire, matériel répressif varié, etc.

Et ce qui reste à venir…

Quel sera le prochain épisode répressif ? Nous l'ignorons. Jusqu'à présent, on ne sait presque rien de comment vont nos compagnons et compagnonnes, de quoi on les accuse exactement, à quelles mesures répressives ils et elles seront soumis-es, si la prison préventive les attend, etc.

Ce qui est sûr, c'est que cette opération n'est pas un fait isolé, mais plutôt qu'elle est le maillon de plus d'une chaîne. Une chaîne répressive parfois brutale et parfois subtile, dans laquelle peuvent rentrer les nouvelles lois (il n'y a qu'à penser à la récente Ley Mordaza [2]), l'assaut mené contre les sans-papiers par des rafles racistes toujours plus énormes, la brutalité policière, ou encore l'aspiration à gérer la misère et à administrer la répression (qui est ce que fait l'État, après tout) par une partie de la pseudo-gauche (avec *Podemos* [3] en tête) qui se réduit de façon toujours plus évidente à une parodie d'elle-même. Expulsions locatives, matraques, fascistes, durcissements légaux et punitifs en tout genre,

jeux de miroirs nationalistes et sociaux-démocrates sont ce que nous réservera le présent. Il n'y a rien de pire à attendre : le pire n'est jamais parti.

L'éventail des possibilités de l'antiterrorisme espagnol est un fourre-tout. Il est là, bien en vue, pour nous rappeler que pour l'État, lutter signifie terrorisme. Il fonctionne comme un épouvantail. Allons-nous nous laisser effrayer ?

L'État et ses agents disent avoir ouvert la boîte de Pandore. Dans la mythologie grecque, Pandore est l'équivalent de l'Ève biblique. Avec la misogynie caractéristique des deux mythologies, Pandore ouvre sa boîte comme Ève mange sa pomme, et libère tous les maux qui s'y trouvaient.

Nous sommes capables de créer notre propre narration et de nous foutre leur mythologie merdique là où ça nous chante. Notre histoire est différente. La « boîte » que cette opération répressive a ouverte nous exhorte à agir, à ne pas baisser la garde, à rester attentif-ves à leurs prochains mouvements. Elle nous fait penser et repenser quel est le monde que nous voulons et quelle est la distance entre ce monde et le leur. Elle nous amène à voir l'urgence d'agir, d'aller de l'avant.

Les compagnonnes et compagnons arrêté-e-s font partie de différents projets, espaces, collectifs, etc., et il est très important que ceux-ci ne retombent pas, que la ruine (dans tous les sens du terme) à laquelle ces situations mènent généralement ne génère pas d'impuissance et de sentiment de paralysie. Nous disons toujours que « la meilleure solidarité, c'est de continuer la lutte ». D'accord, mais, qu'est-ce que ça veut dire dans la pratique ? On répète souvent le slogan « s'ils touchent à une personne, ils nous touchent tou-te-s ». Cela s'est laissé démontrer par les réponses et les manifestations qui ont eu lieu dans différents endroits, ainsi que par la chaleur inconditionnelle des compagnon-ne-s resté-e-s dehors.

Nous pouvons être sûr-e-s d'une chose, et c'est que les compagnonnes et compagnons détenu-e-s peuvent sentir cette chaleur qui passe outre les barreaux et l'isolement, parce que c'est cette même chaleur qu'ils et elles ont su donner lors d'autres occasions.

Barcelone

Notes

[1] *L'Audiencia Nacional* est un tribunal suprême spécial chargé, entre autres de toutes les enquêtes antiterroristes en Espagne.

[2] La Loi Mordaza est la nouvelle loi sur la sécurité publique en Espagne, qui limite les 'droits fondamentaux', établit des quotas d'immigration, criminalise les occupations d'immeubles et dans la rue, etc. De nombreux rassemblements sont prévus ces jours-ci contre la mise en place de cette loi.

[3] *Podemos* (Nous pouvons) est une organisation de gauche issue de la rencontre des politicards des cendres du mouvement du 15M et de la gauche trotskyste, qui se présente aux élections et prétend représenter l'alternative aux politiques libérales.

Libération surveillée des compagnon-ne-s détenu-e-s lors de l'Opération Pandora

Le 30 janvier dans la nuit, les 7 compagnons et compagnonnes qui étaient encore en prison suite à leur arrestation le 16 décembre dans le cadre de l'Opération Pandora ont été remis-es en liberté.

Un jour avant, le Jury d'Instruction 3 de l'Audience National a fait tomber le secret d'instruction, et pour ce qu'on en sait jusqu'à présent, à travers ce qu'ont diffusé les Mossos d'Esquadra sur leur page web au sein d'un communiqué de presse, on y trouve des accusations telles qu'appartenance aux GAC, des attaques de banques, des envois de colis piégés (un à l'archevêque de Pampelune, un à un membre de la congrégation fasciste Légionnaires du Christ, à Madrid, et d'autres à des entreprises italiennes), tandis « qu'on les relie » par ailleurs, toujours selon la police, aux attaques explosives contre la cathédrale de la Almudena à Madrid (7 février 2013) et contre la basilique du Pilar à Saragosse (2 octobre 2013), ce dernier fait ayant mené à l'accusation et la mise en prison préventive de nos compagnon-ne-s Mónica et Francisco.

Le communiqué policier s'achève sur un victorieux « selon les enquêteurs, la structure des GAC/FAI-FRI est désarticulée en Catalogne, principal bastion de cette organisation criminelle à finalités terroristes contre l'État espagnol ». Ce que ne reconnaissent pas (et ne reconnaîtrons jamais) ces serviteurs du pouvoir, c'est qu'ils cherchaient, à travers cette opération, à générer de la peur chez tou-te-s les autres compagnons et compagnonnes, ce qui n'a pas seulement échoué, mais qui, nous pourrions l'affirmer sans aucun doute, a généré l'effet inverse.

Sans nul doute, leur remise en liberté et le fait de les réaccueillir parmi nous est une occasion à célébrer, autant parce qu'ils et elles ne sont plus enfermé-e-s que parce qu'ils et elles sont de nouveau parmi nous pour lutter coude à coude contre ce monde de merde. Mais c'est une « célébration » qui ne peut rester que partielle, parce que les accusations restent en place, tout comme les mesures de contrôle judiciaire (obligation de signer 3 fois par semaine, retrait de passeport, etc.), et que Mónica et Francisco sont toujours dedans… pour ne pas parler de tou-te-s les compas qui risquent différentes peines de prisons dans différentes affaires et celles et ceux qui ont déjà été condamné-e-s.

Jusqu'à ce que tou-te-s soient libres !



La légende de la vallée qui n'existe pas

Janvier 2015 - Italie

Il n'est pas simple de synthétiser en un article la question du Val Susa, et du rôle que les anarchistes –du moins certains d'entre eux– se sont «taillés» en son sein. Cette question est vaste et complexe, et nous nous limiterons donc à donner notre clé de lecture sur certaines dynamiques que nous avons pu observer après plusieurs années de présence dans la fameuse «vallée qui résiste». Avant tout, il nous faut mettre au clair le modus operandi que les détenteurs de la ligne politique du mouvement ont mis en place/imposé, en bonne concorde avec les anarchistes/no tav.

Partons de la conclusion : reste-t-il en Val Susa de réelles possibilités de révolte, déjà présentes ou en puissance, qui pourraient viser à abattre les logiques de la domination telles que nous les connaissons et que nous, comme anarchistes, combattons quotidiennement ? La réponse est non. En Val Susa, le scénario est celui classique d'une lutte locale qui se déroule certes sur un vaste territoire, mais qui pâtit justement de toutes les limites des mouvements «pas dans mon jardin». Comme on a pu le remarquer à plusieurs reprises, le mouvement valsusain, dans sa grande majorité, n'est pas concerné par les luttes qui se passent loin de son territoire, et lorsqu'il s'y intéresse, ce n'est que pour des questions d'instrumentalisation politique ou d'empathie superficielle et toute «religieuse». Cela ne l'intéresse donc pas de relever les similitudes et les différences dans les conflits en acte, et d'en tirer un raisonnement général de critique et d'attaque contre le pouvoir, un pouvoir qui en réalité n'est pas refusé ni remis en discussion, mais auquel on demande au fond une gestion plus «équitable».

Au niveau strictement local, la chose est encore plus évidente lors des moments de consultations électorales, qu'elle soient nationales, et dans une plus large mesure –évidemment– lorsqu'elles sont municipales. A ces moments-là, l'oligarchie du mouvement s'efforce d'obtenir des mandats institutionnels. C'est d'ailleurs la même oligarchie qui consulte et établit les lignes d'action lors de réunions fermées juste avant les farces décisionnelles des soi-disantes «coordinations des comités» (1), réunions qui passent pour être des assemblées décisionnelles horizontales mais qui ressemblent plus à une communication de quelques-uns à tous sur les éventuelles actions à entreprendre. Commence alors la grande valse des alliances obscènes, des concupiscences et des magouilles afin d'obtenir des votes, afin d'accroître sa propre popularité personnelle et tenter de conquérir la gestion de certaines communes liées au passage de la Grande Vitesse ou de ses infrastructures, afin d'avoir sa propre miette de pouvoir et d'aller la faire peser lors des conférences avec les supposés ennemis de l'organisation étatique.

Dans le mouvement notav, on utilise beaucoup la délégation : qu'il s'agisse de gestion ordinaire (justement lors des coordinations de comités, lorsque ces derniers, désormais réduits à une chimère valsusaine, sont représentés dans ces réunions par un individu ou l'autre) ou qu'il s'agisse de gestion extraordinaire, comme lors des élections, où la possibilité de siéger dans les conseils municipaux est souhaitée, encouragée et défendue. C'est lors de tels événements, comme dans d'autres où participent beaucoup d'individus qui «viennent de l'extérieur» –figures vécues comme armes à double tranchant, attirées et craintes, peut-être pour la liberté d'action qu'elles pourraient revendiquer et mettre en acte– qu'est répété avec orgueil l'agaçant concept selon lequel les choses se font dans la vallée «*a moda nostra*» [*à notre sauce, à notre façon*]. Cela signifie en réalité qu'elles se font de la manière imposée par l'oligarchie et acceptée par acquiescement de la masse, sans aucune tolérance, ou dans le meilleur des cas considération, des éventuelles initiatives de groupes ou individus qui sortent du cadre de la supervision de la vallée. Le «*a moda nostra*» représente en tout point la ligne de démarcation entre ce qu'il est possible ou impossible de faire, le quand, le où, le comment et le qui, c'est la démonstration d'un dispositif vertical et autoritaire qu'on prétend refuser et combattre dans la rhétorique mouvementiste, mais qui en pratique s'exerce de façon parfaite.

Val Susa, la rhétorique théâtralisante de la lutte

S'il est une chose qui a été créée avec succès en Val Susa, et qui aujourd'hui encore continue à plutôt bien fonctionner, c'est une rhétorique de mouvement qui se révèle clairement dans les moments où on décide de se la raconter et de «vendre» son produit à l'extérieur du Piémont. Le mot «vendre» n'est pas choisi au hasard. En passant du temps dans la vallée et en participant aux rendez-vous du mouvement, on peut remarquer comment le moindre acte est traité de manière théâtrale et voué à créer un imaginaire : du simple moment passé devant un grillage qui devient une «grande journée de lutte», à la tentative par certains d'enfoncer un barrage de police de manière résolue qui devient une vile attaque violente de la police contre de pauvres manifestants seulement présents pour revendiquer leurs droits. On se retrouve alors face à une distorsion des faits entièrement vouée à créer un imaginaire de résistance qui puisse *séduire* d'un côté les belles âmes de la «société civile» (en ne parlant jamais d'attaque et toujours de résistance à une violence subie), mais qui d'un autre côté puisse également attirer l'attention des révoltés de toute l'Italie et leur donner envie de venir dans la vallée, en démontrant comment l'héroïque résistance de la vallée ne parle pas le langage de l'action symbolique ou des politiciens, mais celui de la lutte non médiée. Tout cela est accepté et souvent relancé, y compris par les anarchistes les plus engagés dans les dynamiques de gestion du mouvement.

Il ne s'agit pourtant pas ici uniquement d'une représentation un peu fleurie de ce qui arrive, mais plutôt de la création d'un imaginaire visant à capter de la main d'œuvre extérieure à la vallée en utilisant des thèmes et des mots d'ordre chers (par exemple) à l'anarchisme, en présentant un visage de la vallée horizontal, acéphale et génériquement «libertaire» qui ne correspond pas à la réalité, mais est utile pour convoyer des forces sur le territoire. De la main d'œuvre «spécialisée» qui pourra être utile lors des affrontements avec les forces de l'ordre, mais qui comme on l'a déjà dit doit être tenue en laisse en attendant, aussi bien pour ne pas trop perturber les populations que pour ne pas risquer de faire basculer les équilibres internes du mouvement. Pour y parvenir, la logique de la «grande famille» dont nous parlerons plus avant s'est révélée le parfait instrument. L'hypocrisie de mouvement, l'auto-représentation spectaculaire, l'acceptation des dynamiques communicatives du pouvoir (mystification, renversement du sens et du langage, manipulation des faits, etc.) sont intrinsèques à la manière dont se présente le mouvement No tav, une méthodologie peut-être pas partagée par la totalité des «mouvementistes», mais qui l'acceptent soit par nécessité soit pour ne pas risquer de mettre en discussion les positions acquises à l'intérieur du mouvement «aux mille âmes» – et c'est pensons-nous le cas de certains anarchistes qui jusqu'à aujourd'hui ont fait mine de ne pas la voir, l'ont minimisée ou justifiée en rajoutant des explications ridicules.

La création de la grande famille

Le mouvement No Tav est également le produit d'une société médiatiquement surexposée, et il a donc du se forger une image avec assez de facettes pour rester appétissante autant pour les consommateurs du spectacle médiatique que pour ceux qui cherchent un endroit où leurs propres modalités de lutte seraient acceptées et partagées. La rhétorique de la *grande famille* a été l'instrument-mère pour cela, très utile pour réussir à marginaliser les éléments peu digestes pour les spectateurs du théâtre valsusain. Si la présence de militants de tous bords a été acceptée comme une nécessité instrumentale –il suffit d'en parler avec n'importe quel «simple» valsusain pour s'en apercevoir–, il était aussi nécessaire que les identités spécifiques les plus dérangeantes soient passées sous silence et mises au second plan, dans une optique édulcorée visant à présenter le mouvement comme différent des scénarios classiques de la conflictualité. Le cadre est donc celui de la grande famille No Tav, nous sommes tous No Tav, etc. Dans ce scénario, l'affaire des quatre anarchistes (devenus sept ensuite) incarcérés pour une attaque nocturne de chantier –que les porte-parole du mouvement, utilisant les techniques supra-mentionnées nomment «promenade nocturne»– est exemplaire (2). Le mouvement a toujours parlé de «ses jeunes», des quatre prisonniers No Tav, omettant toujours de citer leur appartenance «idéologique», afin de rendre leur position plus digeste

pour le public. Cette attaque aurait été moins vendable s'ils avaient été identifiés comme des anarchistes, ce qui est notoirement moins «appétissant» pour les consommateurs de médias du régime. Tout cela s'est fait en harmonie avec les autres anarchistes, qui bien entendu n'ont pas jugé utile de trop agiter ce qu'on appelait avant «le drapeau (noir) de l'Idéal», par peur –peut-être– de perdre l'appui médiatique issu de l'emblème sacré du drapeau au train barré.

La «grande famille» a aussi une autre fonction, qui n'est autre que le transfert du concept de démocratie utilisé par les autorités classiques, mais trop compromis pour être refourgué tel quel à l'intérieur d'un mouvement qui se balance entre l'antipolitique à la Beppe Grillo (3) ou les *Indignés* et le sentiment de révolte d'autre figurants sur scène.
La «grande famille» est le dogme face auquel tous ceux qui ont choisi d'en faire partie lèvent les mains. De la même façon que dans la «société civile» l'accusation d'être anti-démocratique devient une tâche à laver à grands coups de démonstration de sa propre fidélité aux principes démocratiques, c'est ce qui se produit à l'intérieur du mouvement valsusain où le mot démocratie a été remplacé avec un sens identique par celui –souvent interchangeable– de «grande famille» ou de «mouvement populaire», au nom duquel tout conflit généré par des questions de fond est réduit au silence. C'est en cela que le mouvement valsusain est parfaitement réactionnaire, puisqu'il a décidé d'utiliser des méthodes et des structures de création de consensus et de gestion de la réalité traditionnellement façonnés et utilisés par le pouvoir pour annihiler le dissensus et la possibilité que se créent en son sein de réels moments de conflit.

Dans ce cadre, certains ont donc décidé de ne pas mettre en discussion certaines dynamiques et d'abdiquer leur propre subjectivité individuelle à l'objet collectif. Le mécanisme général du pouvoir se réplique alors, et il suffit seulement de travailler un minimum sur le langage.
L'investiture populaire devient ainsi l'objectif qui remplace dans la forme mais pas dans le fond le concept bourgeois d'élection démocratique –qui de toute façon n'est pas une ressource possible dans ce cas– et rien ne change entre le «nous sommes élus démocratiquement» des politiciens et «les populations de la vallée sont avec nous» des gestionnaires du mouvement. C'est le consensus nu et cru qui est recherché, rien de plus, et le langage grossièrement populaire/sentimental de certains épigones du mouvement (y compris anarchistes) en dit long sur la vraisemblance de ces affirmations.
La gestion du langage et la manipulation des faits sont également évidents dans la manière dont ont été affrontées les questions liées à la délation (4). En pratique, le mouvement No tav a décidé de ne pas prendre position en taxant l'affaire de «lutte de chapelles», déplaçant l'attention et le cœur de l'affaire non pas sur la question de fond, la délation et tout ce qui s'en suit, mais sur des détails spécifiques, vidant de son sens un acte extrêmement grave comme le fait de balancer en le réduisant à une escarmouche entre bandes rivales. Près d'un mois après les sabotages de Florence et Bologne (5), l'appel du mouvement clamé haut et fort dans un style autoritaire parfait, visant à stopper la moindre poussée d'esprit critique individuelle, a été de faire que le spectacle du mouvement continue, qu'on continue unis dans la lutte, à tout prix, et d'en finir une fois pour toutes avec ce qui a été classé au mieux comme des «polémiques». Dans cette histoire, les anarchistes «de la famille» ont décidé en grande partie de ne pas perturber les équilibres à l'intérieur du ventre douillet du mouvement populaire, soit en ignorant la question, soit en la taxant eux aussi –et en utilisant un langage à la limite du cureton – d' «escarmouche», peut-être produite par le moyen utilisé (internet) ou par des esprits exaspérés, ou encore en déplaçant l'attention sur la vraie question –selon eux–, les pas en arrière effectués par le mouvement par rapport à la pratique du sabotage. Toutes ces attitudes sont complètement en adéquation avec la tendance de l'anarchisme italien contemporain qui tend toujours plus à minimiser des questions de fond comme la délation, la présence de balances ou d'infiltrés dans nos espaces au nom d'un «aimons-nous» fruit de la convenance politique, en une logique utilitariste qui fait sincèrement tourner l'estomac.

L'histoire, les histoires et les fables

Comme tout mouvement national populaire, celui du No Tav a aussi besoin de ses saints et de ses martyrs, et s'il est disposé aujourd'hui à vendre médiatiquement dans les journaux et à la télé des blessés et des incarcérés, ce qui est déjà méprisable en soi, il n'a pas non plus de scrupules à agiter en guise de saints les photos d'Edoardo Massari dit Baleno –ou «balengo» [*chelou*] selon ceux qui à l'époque se moquaient de lui et en font aujourd'hui l'apologie– et de Maria Soledad Rosas dite Sole, deux anarchistes «suicidés» en régime de privation de liberté à la fin des années 90, accusés d'être les auteurs de certains sabotages survenus dans la vallée contre la Grande Vitesse... oui, déjà en 1998 certains effectuaient des sabotages dans la vallée, et ces sabotages étaient déjà dépréciés par beaucoup. De fins «intellectuels» aujourd'hui du côté du mouvement, comme par exemple le sinistre philosophe Vattimo qui à l'époque eut des mots incroyablement blessant pour la mémoire des deux compagnons, s'assoient tranquillement à la table familiale à côté de ceux qui s'étaient retrouvés seuls à défendre les deux «martyrs» malgré eux, et le font avec tous les honneurs dus aux VIP qui soutiennent le mouvement, qu'ils soient juges, scribouillards, écrivains célèbres pro-sionistes, etc. Mais, pourrait-on dire, les temps ont changé et les erreurs de tir peuvent être corrigées, comme a semblé le faire il y a quelque temps lors d'une interview le leader du mouvement Alberto Perino, où tout en répétant la solidarité des No tav aux sept incarcérés, a admis *en passant* l'erreur d'évaluation d'avoir mal jugé les pauvres Sole

et Baleno il y a plusieurs années, et donc tout va bien... Non pas vraiment, mais il semble que le mantra du «ce qui s'est passé s'est passé, regardons droit devant» soit devenu celui de beaucoup, y compris de ceux qui historiquement se sont toujours vantés de «ne pas oublier».

Certains partisans pseudocritiques du mouvement –ça libère la conscience d'agiter le chiffon usé de la pensée autonome, tant que cela n'alimente pas une critique trop radicale pour la structure qui l'accueille !– tout en disant partager toute une série d'initiatives du mouvement et affirmant en saisir les limites objectives, pensent que de toute manière l'important est «d'en être» quoi que cela veuille dire –et quelles que soient les couleuvres à avaler–, répétant que le mouvement en Val Susa est l'unique mouvement populaire qui ait dédouané la pratique du sabotage comme moyen de lutte. C'est vrai et faux à la fois.
S'il est vrai qu'une fameuse assemblée a ratifié le sabotage comme pratique admise –même avec toute une série de restrictions– et qu'il s'agit là d'un événement unique plutôt que rare en Italie, il est tout aussi évident que cela s'est produit en se pinçant le nez et par pur calcul politique : il y avait besoin de relancer une lutte qui avait perdu de l'*attraction* chez les militants antiautoritaires italiens et étrangers à cause du basculement marqué du mouvement vers le fléau électoral, les présences «de dehors» commençaient à manquer dans la vallée (à l'exception de celles issues de quelques zones urbaines historiques, co-responsables dans certains cas de la machine à consensus valsusaine), il y avait besoin de relancer le produit d'une tranche de «marché» trop importante pour un mouvement qui sans «chair à canon» à envoyer à l'aventure dans les bois se serait retrouvé avec la quasi absence des habitants de la vallée sur les barricades, ou en tout cas avec une carence de «compétences» dans des situations «chaudes»... Alors, quoi de mieux que le sabotage !? Cette pratique fait partie du patrimoine commun de plusieurs tendances, elle renvoie à une époque de lutte glorieuse, elle peut faire le jeu des médias. Le jeu a été fait, même si le mécanisme a immédiatement risqué de se rompre parce que quelques jours après la fameuse assemblée un sabotage est arrivé et certains, toujours les mêmes *notav.infam*, ont tout de suite mis en avant le spectre de la provocation, oubliant que quelques jours plus tôt le conseil des prud'hommes du mouvement avait légitimé la pratique du sabot et donc laissé tomber la question.

Le sabotage devient alors moyen de captation politique et non pas une stratégie dans une bataille de libération insérée au sein de la guerre contre la domination, si bien que quelques mois plus tard, et l'on arrive à aujourd'hui, les mêmes agitateurs de sabots se retrouvent à traiter certains sabotages de pratique méprisable, inutile et dangereuse pour la cause du mouvement, qui ferait perdre de l'attraction au niveau national à un moment où les sympathies pour le symbole du train barré serait croissantes, le tout à la barbe de la maxime que les No Tav avaient pourtant propagée à travers toute l'Italie : «porter la vallée en ville», c'est-à-dire agir partout contre la grande vitesse de la manière qu'on pense opportune... mais aujourd'hui non, aujourd'hui ça ne se fait pas !... La respectabilité politique avant tout !

Anarchistes notav, anarchistes et No Tav

Si les dynamiques du mouvement No Tav n'ajoutent rien aux perspectives de révolte, il est tout aussi vrai que de quelque façon qu'on ait voulu affronter la question du côté des révoltés il ne s'agit de rien d'autre que d'une lutte contre une condition particulière de la domination qui ne souhaite pas affronter les inter-connexions tentaculaires de cette dernière, mais veut uniquement résoudre la question qui se pose dans son quartier, une lutte classique pour défendre son petit jardin en somme, mais qui dans le chaos des événements aurait pu déclencher quelque spirale intéressante. Malheureusement, la tactique toute politique de l'entrisme mouvementiste sans condition qui a été mise en œuvre par certains anarchistes n'a rien fait d'autre que de légitimer un mouvement spécifique comme représentant d'une sorte d'avant-garde révolutionnaire. Rien de plus éloigné de la réalité des faits, évidemment, mais dans la création de ce faux imaginaire, certains «révolutionnaires» ont des responsabilités précises.
Pour commencer, l'acceptation des dynamiques de groupe élargi et de se lier aux décisions de la majorité, ou le dogme du populisme à la sauce «grande famille», tout cela a conduit PENDANT DES ANNEES des anarchistes à marcher aux côtés de prêtres, maires, magistrats, ex-militaires et plus encore, et ceci de manière acritique, sans avoir réellement tenté de développer un discours de critique radicale contre certains mécanismes de mouvement, auxquels il a au contraire été décidé de se plier dans une optique pragmatique toute politique visant à ne pas rompre le front populaire –ce plat appétissant pour les assoiffés de légitimation et les amateurs de micros–, dans lequel on a évidemment entrevu un bassin d'emploi utile à ses propres fins. Plutôt que de porter à travers ses propres idées et pratiques une approche de type critique systémique, d'ensemble, certains anarchistes ont concentré leur critique de l'existant sur un micro-aspect, l'opposition à une manifestation locale qui acceptait le pouvoir, négligeant, mettant de côté, effaçant, diluant tous les autres éléments qui ont la même importance au sein de la révolte, éléments qui construisent le logos même de refus et d'attaque contre la domination.
Pendant des années, la raison du mouvement si ressemblante à la raison d'Etat a été acceptée par une bonne partie des anarchistes les plus présents dans la vallée, qui se sont prêtés avec bonheur au jeu de la politique fait de compromis, de yeux fermés, de recherche du consensus. Bien sûr, il y eut parfois quelques maux de ventre, mais tout cela a toujours été renvoyé à une dialectique de mouvement qui a toujours au fond laissé de l'amertume en bouche. Lorsque certains compagnons ont été attaqués par la grande famille pour avoir choisi

de refuser la défense légale lors du procès des 53 pour les événements de juin/juillet 2011 (6), comment se sont positionnés les anarchistes aficionados de la vallée ? On se souvient qu'il n'a rien été dit ou si peu, tout comme ont été négligés d'autres événements plus ou moins grands, toujours taxés de questions peu importantes ou de toute façon subordonnées à l'unité mouvementiste. Mais la méthodologie politique de certains anarchistes, qu'a-t-elle apporté concrètement comme résultats ? S'il est vrai que de nombreux anarchistes ont affronté des mois de prison puis des procès pour des faits survenus dans la vallée, quel a été l'apport de la pratique et de la théorie anarchiste au mouvement de la vallée ? Peu ou rien, et cela parce qu'il a été décidé de subordonner la pratique anarchiste à des convenances politiques qui peut-être dans la tête de certains ont eu du sens –qu'on fatigue pourtant à comprendre– mais qui au fond n'ont porté qu'à l'échec. L'anarchie dans la vallée a été sacrifiée sur l'autel d'un populisme qui n'a rien voulu savoir de l'anarchisme et qui aujourd'hui ne semble pas avoir changé d'idée à ce propos. Parfois, en parlant avec certains anarchistes, on a décidément l'impression que le climat de famille élargie (qui n'existe que si on accepte les principes du mouvement de A à Z) a guéri les souffrances ouvertes par des années de militantisme. Anarchistes qui, en remerciement de ces caresses imprévues, sont alors disposés à se donner corps et âme au mouvement, en une sorte d'amour religieux qui ferait envie au plus pieux des prêtres en odeur de sainteté.
Face à ces mécanismes, tous ceux qui se sont opposés et s'opposent encore à la Grande Vitesse et le monde qui va avec, mais tout en refusant de se dire No Tav parce qu'ils n'en partagent pas les objectifs, les méthodes et les moyens, sont ignorés, vitupérés, tournés en dérision, diffamés, espionnés, ragotés (désolés pour l'involontaire citation à la manière de Proudhon). Proposer de se bouger de manière autonome sur la base des affinités est vu comme une perte de temps inutile, le refus de participer au théâtre du mouvement est vu comme de l'inaction sur le fond, tandis que eux, au cri de «l'important est d'en être» acceptent d'être les marionnettes de ceux qui gèrent savamment les trames du mouvement. Puis, de temps en temps, quelque chose arrive, et quelqu'un qui jusque là faisait mine de ne rien voir, peut-être en manœuvrant dans l'ombre à côté d'interlocuteurs aujourd'hui taxés d'infréquentables, ouvre ses yeux un instant et se sent en devoir de lancer ses remontrances polies aux mille âmes du mouvement, comme avec le texte «Alle compagne e ai compagni di strada (e di sentiero)», où les rédacteurs s'étonnent d'une série d'événements pourtant fruits d'une dynamique en œuvre depuis des années, qu'eux-mêmes au moins par leur silence ont contribué à consolider et qui à ce moment-là leur est retombée dessus (on fait ici référence au campement itinérant de 2014 et à l'implication des maires dans les initiatives pour les quatre -puis sept- anarchistes arrêtés). On aurait envie de citer Oscar Wilde, qui affirmait dans une de ses maximes qu'on ne devrait jamais discuter avec des idiots parce qu'ils t'abaissent à leur niveau et te battent grâce à leur expérience en la matière, et cela est également valable avec les politiciens et avec ceux qui ont choisi de jouer leur jeu.

Il reste encore des scories des événements de cet été, et la question née lors de l'échange de blagues entre les rédacteurs de *Finimondo* et ceux de *notav.infam* (lire l'Askatasuna et le Comité de Lutte Populaire (CLP) de Bussoleno) ont donné à certains l'occasion de retirer des cailloux de leur chaussure mais, qu'on y prenne garde, ces cailloux ressemblent parfois à de la convenance politique (encore) au sein d'une lutte hégémonique («straccetti di benzina, stracci politici e delazione») pour le mouvement No Tav, qui de fait ne s'attaque pas au fond de la question, comme si y avoir mis «idées et cœur» absolvait d'avoir de toute façon accepté la «raison du mouvement», avec tout ce qui en suit.
Laissons tomber par contre les communiqués légers sortis de Rome (NED - P.S.M.) et de Turin (le site Macerie), l'un quasi de cureton dans le ton, l'autre qui continue à éluder, bien que de manière articulée avec sagacité, les questions inhérentes à la nature du trop fameux mouvement No Tav.

Nous sommes conscients de n'avoir pas affronté tous les thèmes traités avec les soins qu'ils mériteraient, comme nous savons que nous avons mis de côté d'autres questions qui mériteraient un traitement plus approfondi, mais ce qui nous importe est d'ouvrir une brèche dans l'écheveau réel qui se dévide en Val di Susa, aussi bien pour ceux qui voudraient toucher du doigt la question en passant dans la vallée, que pour ceux qui seraient intéressés à insérer cette expérience dans une réflexion plus générale sur la domination et sur les formes que cette dernière parvient à faire pénétrer à l'intérieur des luttes pour les rendre inoffensives ou plus facilement récupérables.

M. e V.
(de la Val Susa)

Notes

(1) La Coordination des Comités est l'assise générale des comités locaux No Tav, l'espace où devraient être discutées les propositions des différents groupes, les échéances de la lutte, etc. Symbole de l'horizontalité décisionnelle du mouvement, le débat interne y est en réalité presque absent et la dynamique de leaders est parfaitement présente, comme celle de la délégation quasi en blanc. Cette Coordination discute de peu ou de rien, se limitant à communiquer et ratifier publiquement les décisions prises ailleurs par une petite élite (de la vallée mais pas que) qui fixe la ligne que le mouvement doit suivre.

(2) Le 9 décembre 2013 sont arrêtés quatre anarchistes (Chiara, Mattia, Niccolò et Claudio), accusés d'avoir participé à un assaut nocturne contre le chantier de Chiomonte la nuit des 13 et 14 mai de cette année, qui s'est conclue par l'incendie de plusieurs machines. La même accusation portera à l'arrestation le 11 juillet 2014 de trois autres anarchistes (Lucio, Francesco, Graziano). Le procès contre les quatre premiers inculpés, qui ont revendiqué au cours de l'audience la responsabilité des faits, s'est conclu le 17 décembre dernier par une

condamnation à 3 ans et 6 mois de prison. L'accusation de «terrorisme» que le parquet avait tenté de leur coller est par contre tombée.

(3) Beppe Grillo est un célèbre comique qui se fait depuis des années caisse de résonance contre les politiques du gouvernement, oscillant entre citoyennisme de gauche et populisme de droite. En octobre 2009, il a fondé le Movimento 5 Stelle qui, après avoir conquis plusieurs administrations locales, est également présent au Parlement depuis février 2013.

(4) Le 28 décembre 2014, le site *notav.info* -considéré «porte-parole» du mouvement No Tav- a publié une note rédactionnelle dans laquelle ils accusaient les rédacteurs du site *finimondo.org* d'être les auteurs des sabotages survenus les jours précédents le long de la ligne de train de Florence et Bologne, mais aussi d'autres par le passé. Le lendemain, le 29, le même article a été diffusé par un autre site lié à l'Autonomie turinoise, *infoaut.org*. Accusation reprise ce même jour par le quotidien *La Repubblica*. Après une prise de conscience tardive, les autonomes piémontais ont ce même jour légèrement modifié leur texte pour effacer cette grossière délation. Mais le 30 décembre, c'est le même *Finimondo* qui rendait public ces faits, en accusant explicitement *notav.infam* d'avoir pointé du doigt ses rédacteurs à la police. En ont suivi des polémiques qui ne sont pas terminées.

(5) Le 21 décembre 2014 à Florence et le 23 à Bologne ont eu lieu deux sabotages incendiaires contre la ligne à Grande Vitesse.

(6) Le 27 juin 2011, après une journée d'affrontements, plus de 2000 agents des forces de l'ordre ont expulsé le campement No Tav, rebaptisé «Libera Repubblica della Maddalena», ouvert à Chiomonte le 22 mai précédent sur la zone où devait être réalisé un tunnel exploratoire. Le 3 juillet suivant s'est déroulée une manifestation de protestation de 60 000 personnes. De nombreux manifestants ont lancé l'assaut contre la zone gardée par les forces de l'ordre, plus de 200 ont été blessés et 5 d'entre eux arrêtés. Suite à ces journées d'affrontement, le tribunal de Turin a condamné 47 manifestants le 27 janvier 2015 à des peines qui vont de quelques mois à 4 années de prison.

(7) Du 17 au 27 juillet 2014 s'est déroulée en Val Susa une marche No Tav qui a touché sept villages, avec un camping itinérant et mobile. Lors des pauses ont été organisées diverses initiatives dont des rencontres avec les administrations locales.



Déclaration d'Andreas-Dimitris Bourzoukos au procès de Velvento

Juillet 2014 - Grèce

Pour commencer, je veux clarifier la raison pour laquelle je me trouve ici, aujourd'hui, en exploitant le déroulement des plaidoiries. Ce qui suivra n'aura donc en aucun cas le caractère d'une plaidoirie, mes pratiques et mes choix s'incluant dans la lutte anarchiste globale, dans la lutte pour la vie et la liberté. Par conséquent, ce sont des pratiques que je soutiens de tout mon être et je continuerai à le faire aussi longtemps que ce monde restera tel qu'il est.

Je ne plaide donc pas, je n'ai rien à dire ni à analyser sur le plan procédurier quant à mes pratiques. Je réfute les accusations justement parce que je réfute la légalité bourgeoise. Je refuse de légitimer votre rôle ainsi que votre justice téléguidée par vos donneurs d'ordres gouvernementaux.

Ainsi, je n'escompte pas d'indulgence de votre part, je ne plierais pas face à la menace de vos lois et à l'emprisonnement qui m'attend pour de nombreuses années, même dans les pires conditions que votre État réserve pour tous ceux qui refusent de baisser la tête. Les nouvelles prisons surnommées "prisons de type C". Je suis ici pour mettre en valeur les traits politiques de mes choix et exacerber le conflit qui fait rage entre nous. Vous, élément du pouvoir judiciaire, et moi, part de la lutte anarchiste. Et quand je dis "vous", je ne me limite pas à vous en particulier mais à l'ensemble des personnes qui détiennent des postes de pouvoir. C'est un conflit qui sort du cadre limité de l'affrontement interpersonnel, c'est une guerre de classe, sociale, qui s'étend dans le continuum de l'espace-temps et tire ses racines dans les formes primitives du capitalisme et les relations d'exploitation et de pouvoir qui définissent depuis maintenant des siècles le genre humain.

Bien que je sois anarchiste et ne reconnaisse à aucun tribunal la compétence de juger mes choix, je ne peux ignorer le pouvoir de ce mécanisme et ne pas démontrer de quelle manière la loi et la justice sont conçues et interprétées. Je ne peux me taire face à ce peloton d'exécution camouflé et baisser la tête devant la peur de voir mon tour arriver.

Je pense que la réfutation révolutionnaire est ainsi une obligation qui m'incombe face au monolithisme du pouvoir judiciaire, face au silence que vous voulez imposer. En prenant donc les choses dans l'ordre, je me trouve dans une cour spéciale, celle d'un tribunal spécial, je suis jugé selon une loi spéciale et le futur prévoit des conditions spéciales de détention pour moi, mes compagnons et tous les perturbateurs qui troublent le fonctionnement bien réglé de ce système dans son ensemble.

Des catégories spéciales d'individus au sein d'une masse de citoyens uniformes, dociles et asservis, voilà qui serait une lecture - peut-être la plus aisée - de toute cette différentiation intentionnelle. Mais, d'un autre côté, il suffit de voir le rôle et l'utilité des lois et de la justice pour expliquer de manière exhaustive les raisons de cette intention.
Ainsi, le droit est par défaut une forme de contrôle social, un moyen pour que subsistent dans l'ensemble du corps social l'obéissance et la soumission à travers un système de règles qui définissent ce qui est possible ou non, ce qui s'inscrit dans les cadres systémiques de l'admissible et ce qui s'éloigne de cette norme.

L'État de droit que vous invoquez impose les conditions de soumission à un système d'exploitation et de misère. Le "droit" existe donc juste parce qu'il y en a qui obéissent. Mais que se passe-t-il avec ceux qui refusent de se conformer, ceux qui dévient et se soustraient aux comportement sociaux prédéfinis ?
"Loi et Ordre", le dogme qui recouvre ce vide et assure le maintien de la légalité bourgeoise avec des lois plus strictes, des peines qui visent à l'extermination et une répression implacable.
Ainsi, l'Etat enrôle le pouvoir judiciaire afin de réprimer tout comportement déviant et de maintenir d'une certaine manière la stabilité sociale et politique. Exprimant soi-disant les intérêts de la société, ils contraignent les citoyens à respecter les lois et octroient ainsi indirectement le monopole de la violence au mécanisme étatique. Celui qui essuie la violence étatique ne peut pas et est même dans l'impossibilité de répondre par la contre-violence adéquate et doit juste accepter docilement l'autorité de l'Etat, l'imposition des lois pour le "bien de tous".
Un pré-requis à la stabilité capitaliste - politique - est la légitimation du système et de la violence qu'il produit, ses gardiens ne pouvant naturellement être d'autres que ceux du pouvoir judiciaire, lequel est appelé à "couvrir" tout les déséquilibres structurels du système afin qu'il ne s'effondre pas socialement et économiquement.
Bien entendu, en exécutant toujours les ordres du gouvernement et en jugeant en faveur des intérêts étatiques de manière partiale, en règle générale. La possibilité d'interpréter la loi de multiples façons pour les juges est la porte de derrière toujours ouverte à la classe au pouvoir pour intervenir et guider le pouvoir judiciaire. Leur (votre) rôle n'est autre que la sauvegarde de l'élite économique et politique, les critères sur lesquelles est rendue la justice sont profondément liés à la classe et c'est pourquoi votre violence se dirige contre les hors-la-loi, les pauvres diables, les immigrés et bien sûr contre tous ceux qui remettent activement en question votre pouvoir. D'un autre côté, la flexibilité de vos lois se volatilise dans les cas des grands criminels "légitimes", comme dans le fait récent du maire de Thessalonique Papageorgopoulos, lequel, et alors qu'il avait condamné en première instance à perpétuité pour détournement de fond d'un montant de 17,9 millions d'euros, a finalement "cassé" la condamnation à perpétuité un an après et a été condamné à 12 ans ferme. Même si les 17,9 millions que ce monsieur s'est mis dans les poches sur le dos des citoyens de ce pays est un crime de moindre gravité comparé aux immigrés qui, pour des vols, sont condamnés à 14 ou 15 années de prison ferme. Et je ne peux qu'apporter ici un exemple de plus pour montrer combien votre justice est téléguidé et liée à la classe. Je parle bien sûr de la décision du Tribunal Mixte de Patras qui a innocenté deux des quatre accusés dans l'affaire des tirs à Manolada, là où 35 immigrés se sont fait tirer dessus parce qu'ils exigeaient leurs salaires.
En vérité, à quelle société aspirez-vous et quel bien commun protégez-vous ? Quel bénéfice social et quelles valeurs proposez-vous ?
Vous aspirez à une société dans les ténèbres, effrayée, où elle endurera passivement la violence de l'Etat et du capital et vous en êtes responsable.
Qui a été condamné pour les millions d'euros que vole l'autorité politique des fonds publics toutes ces années ?
Qui a été condamné pour les milliers de gens poussés au suicide par la crise économique ?
Qui a été condamné pour les dizaines de meurtres d'immigrés à Farmakonisi et les faits similaires qui se sont déroulés dans tant d'autres lieux avec des personnes qui sont simplement superflues pour le système capitaliste ?
Qui a été condamné pour les innombrables cas de torture (soi-disant "isolés") dans les commissariats ?
PERSONNE !
Bien entendu, je ne dis pas que vous ne faites pas votre travail correctement, bien au contraire ! Voilà ce qu'est exactement votre tâche, couvrir les crimes quotidiens de l'Etat. Ici encore, au sein de cette cour, nous avons vu un certain nombre de policiers qui, de manière grossière et avec un culot monstre, ont couvert leurs collègues du commissariat de Veria pour les tortures qui y ont eu lieu. L a contradiction dans cette affaire n'est néanmoins pas la dissimulation faite par l'autorité, mais la manière dont la torture est présentée comme suite normale de l'application de celle-ci (l'autorité). De plus, la publication de nos photos a précisément desservit ce but : d'un côté, la légitimation morale de la torture et de l'autre, la diffusion de la peur en faisant un exemple pour tous ceux qui choisissent d'attaquer le système et ses structures. On parle ici d'une "dévitalisation" de la société dans son intégralité, une tentative d'éradiquer et d'assimiler ces réflexes qui lui sont restés.
De manière aujourd'hui flagrante, l'Etat et le gouvernement aménagent les conditions de leur imposition au moyen de sévères projets de loi fascisants et de décrets-lois spéciaux.
Avec pour exemple récent le projet de loi pour les prisons de type C, c'est-à-dire la légitimation des conditions spéciales de détention, une torture permanente dictée par le capitalisme international et national, l'organisation terroriste la plus vaste et la mieux organisée, qui restructure le système pénitentiaire sur le modèle de la répression généralisée.
En guise de résumé, l'intention qui est la vôtre de rendre la justice se tarit dans le maintien de la stabilité politique et des divisions de classe auquel le système capitaliste donne naissance de manière déterministe.

Mais, puisque nous avons parlé de terrorisme, passons donc aux accusations que votre cour m'attribue.
Tout d'abord, l'organisation terroriste, article 187A du code pénal, ou encore : « la mise en pratique d'infractions définies de manière à, ou par extension, ou sous des conditions où il est possible d'offenser gravement une nation ou un organisme international et avec pour but d'intimider gravement une population, contraindre illégalement une autorité publique ou un organisme international d'exécuter tout acte ou de s'en abstenir, d'endommager gravement ou de détruire les politiques constitutionnelles fondamentales ou les structures économiques d'une nation ou d'un organisme international ».
Il est important de s'intéresser à cette qualification législative et surtout à ce que vise cette loi dans son ensemble. Tout d'abord, l'article 187A est en substance une loi spéciale, une mise à jour de l'article 187 sur l'organisation criminelle. La nature de la loi comprend une dualité assez importante, non pas tant d'un point de vue législatif techniquement parlant - ce qui ne me préoccupe de toute façon pas - mais sur le plan de son opportunité politique.
Donc, tandis que cette législation reconnaît en partie les motivations politiques d'un acte avec le passage d'organisation criminelle à terroriste, elle assimile en parallèle l'infraction politique avec celle pénale quant à la façon d'y faire face.
C'est-à-dire que, alors que les poursuites judiciaires sous l'article 187A sont mises à niveau, du fait des motivations politiques de l'infraction, le terroriste est un criminel du droit pénal.
En peu de mots, l'autorité judiciaire, en excellente collaboration avec le gouvernement et l'Etat, suit le dogme rigoureux néolibéraliste d'inspiration tatchérienne selon lequel « il n'existe désormais plus de classes mais seulement des individus ». Il n'y a ainsi plus de lutte des classes, et donc plus d'infraction politique, puisque l'Etat et la classe dominante limitent les manières et les conditions de la confrontation politique dans le cadre de la légalité. L'autorité ne peut donc être remise en question.
Car bien sûr cette relégation, ou plus exactement ce nivellement de l'infraction politique au niveau de crime de droit commun, a pour conséquence la criminalisation de toute forme de résistance, a fortiori quand celle-ci s'accompagne de l'usage de la violence.
On a donc une loi spéciale qui, au-delà d'enlever tout leur sens aux caractéristiques politiques de chaque pratique, vise aussi à l'élimination de toute forme de résistance. Une loi "parapluie" dont la finalité est constamment repoussée jusqu'à voir récemment un village entier être poursuivi sous l'article 187A aux Skouries, inaugurant ainsi la tactique des poursuites massives dans le cadre de l'organisation terroriste, ces personnes ayant simplement résisté à la manie d'expansion du capitalisme.
C'est un enchaînement naturel de la crise économique systémique que l'autorité transmette la peur au pan de la société qui résiste en caractérisant toujours plus de pratiques comme terroristes et en espérant ainsi maintenir l'équilibre fragile du système capitaliste.
Nous assistons en parallèle à une remise à niveau de la politique répressive ces cinq dernières années. Les autorités judiciaires grecques, suivant le dogme Marini et ayant à faire face à un milieu anarchiste en constante augmentation, lancent une série de poursuites en 2009 sous le motif de la découverte de bombes dans une maison à Halandri. Ainsi, une seule maison est rebaptisée planque et un "nouveau" stock de poursuites est créé. Tous les anarchistes qui avaient leurs empreintes dans cette maison étaient (et restent peut-être) des terroristes potentiels, une théorie que le procureur a poussé encore plus loin au procès des compagnons Sarafoudis et Naksakis en statuant qu'il suffit d'être anarchiste pour être membre de la Conspiration des Cellules de Feu. En utilisant donc cette méthode de poursuites, les autorités judiciaires nous mettent sur le dos des dossiers d'accusations et visent à notre enfermement pour de nombreuses années et notre châtiment à valeur d'exemple.

Quel beau conte de fées que voilà, mais les seuls terroristes sont l'Etat et le Capital. Historiquement, dès la première apparition du terrorisme comme analyse politique, cette première a été identifiée avec le terrorisme étatique.
Le terrorisme est ainsi la domination à travers la violence et la terreur. Et ceux qui se dépêchent de condamner la violence d'où qu'elle vienne ne peuvent fatalement pas comprendre (ou en tout cas cela ne les arrange pas de comprendre) la différence intrinsèque entre violence primaire et secondaire.
Ne nous y trompons pas, la violence définit le système et est quotidiennement inhérente à l'ensemble du tissu social. Tant qu'il existera des individus qui vivent dans des cartons et d'autres dans des villas luxueuses, la violence existera. Tant que certains se tueront dans des accidents du travail pour en enrichir quelques-uns, la violence existera. Tant que perdura l'exploitation de l'homme par l'homme, la violence existera.
La violence est depuis toujours un élément fondamental du système capitaliste, elle est quotidiennement reproduite de diverses manières et envers de nombreux destinataires.
C'est néanmoins un fait qu'il existe une violence primaire exercée par l'autorité. Elle s'exprime de la manière la plus dure et de manière systématique par le biais de l'extorsion économique du plus large pan de la société afin de nourrir avec des milliards le système bancaire qui s'effondre ; à travers le travail qui, au lieu d'être le moyen pour tout un chacun d'exprimer sa créativité et de subvenir à ses besoins, a plus la forme d'une sanction, où les gens sont contraints de travailler comme des esclaves dans les galères contemporaines du capitalisme ; par le biais de la répression féroce contre la partie combative de la société ; à travers les 1,5 millions de chômeurs condamnés indirectement à une forme de mort lente.
Des centaines d'expressions de cette violence - le terrorisme étatique -, des centaines d'exemples existent et il n'est pas utile que je m'exprime davantage sur ce fait.
La question est comment de ce terrorisme étatique - qui

revendique le monopole de la violence - résulte la seule violence juste, la contre-violence révolutionnaire. Car même si le monde pour lequel nous luttons est celui de la non-violence, de la solidarité et de la liberté, nous savons trop bien que les nantis ne renonceront pas volontairement à leur pouvoir sans l'usage de la violence.
Nous opposons la violence à la violence, la force à la force, quel qu'en soit le prix. Même si le coût sera notre liberté ou nos vies. Nous devons être prêts à perdre la vie pour la sauver. La violence révolutionnaire n'a ainsi rien à voir avec l'utilisation de la terreur. La terreur a été, est et sera l'outil de la classe dominante pour s'imposer.
La différence intrinsèque entre contre-violence révolutionnaire et terrorisme étatique se résume dans les mots de Malatesta : « Si, pour vaincre, on devait élever des potences sur les places publiques, je préférerais être vaincu ».
Bien que nous fassions parti de ce monde corrompu et pillé et qu'inévitablement nous le portions en nous, nous portons parallèlement en nous le besoin d'une révolution. Nous luttons pour un futur libre en bien ou en mal, nous ne pouvons voir qu'à travers le prisme du présent.
Et pour armer notre lutte dans le moment présent, l'expropriation est un besoin révolutionnaire.
Pour tout d'abord libérer du temps dans nos vies, pour ne pas s'enfermer dans les filets de l'esclavage salarié.
Mais surtout pour enrichir la lutte anarchiste large dans tous ses aspects. Et la lutte anarchiste est un cheminement vers l'émancipation complète de l'homme. Un cheminement vers la destruction de toute institution qui opprime l'existence humaine.
L'expropriation de banques a été et restera un choix historique des mouvements révolutionnaires, une pratique insurrectionnelle contre le bastion économique du capitalisme. Naturellement, nous ne nous faisons aucune illusion sur le fait qu'un braquage puisse porter préjudice à la banque, encore plus au système bancaire dans son ensemble. Quoi qu'il en soit, c'est une pratique révolutionnaire, une brèche dans la toute-puissance de l'Etat et du Capital. Bien sûr, elle n'est pas par définition révolutionnaire, mais toujours en lien avec le sujet qui définit les caractéristiques particulières de cette pratique.
Vous, vous parlez de braquage dans le cadre d'une organisation terroriste, je veux donc clarifier que je n'ai jamais été membre d'aucune organisation mais toujours anarchiste.
C'est en tant qu'anarchiste que j'ai fait ce braquage et c'était par conséquent un acte de résistance conscient, un moyen indispensable pour autofinancer ma vie et la lutte. Un choix que je ferai à nouveau et que je soutiens toujours, puisque les raisons et les motifs qui m'y ont conduit sont la nature même du capitalisme, les relations d'exploitation et d'oppression.
Naturellement, quand nous parlons de braquage dans le cadre de la lutte anarchiste, nous parlons de ciblage et de caractéristiques précises dans son déroulement. Par exemple, notre cible ne pourra jamais être parmi les 44,3 % de la population de ce pays qui ont des dettes envers les banques et qui sont conduits à des liquidations forcées afin de survivre et de ne pas mettre aux enchères leurs maisons.
Contrairement au mécanisme étatique, nous ne "taxons" pas les classes sociales les plus pauvres et les chômeurs, ceux qui ne possèdent rien. Nous, nous exproprions les endroits où est sur-accumulée la richesse étatique (et pas que), nous prenons pour cible ceux qui volent 37,7 milliards à la société pour "sauver" le système bancaire. Nous prenons pour cible ces 5 %, les grandes familles grecques, qui oppriment depuis des années les couches sociales les plus basses du pays.
Quand nous choisissons le braquage, nous choisissons par là un moyen révolutionnaire, une pratique de lutte et comme tout acte révolutionnaire, il s'organise et s'exécute sur la base de l'éthique du sujet. Une éthique complètement différente de celle que le système impose. Une éthique comprise dans le cadre des perspectives anarchistes.
Ainsi, c'est exactement parce que notre objectif est précis, tout comme nos buts, que nous choisissons de nous armer et de défendre notre liberté, de faire face aux gardiens armés et sans scrupules du capital, les représentants de l'ordre et de la sécurité.
Naturellement, en tant qu'anarchistes, nous sommes totalement opposés à la conception étatique des "dommages collatéraux". C'est un terme utilisé par la domination pour couvrir le crime le plus affreux et répugnant qui est le sien. Pour nous, les armes utilisées lors d'un braquage ne sont pas dirigées contre tous, elles servent à l'expropriation de la richesse et à la contrainte nécessaire que requiert notre pratique. Malgré tout, cela ne vaut pas pour tous ceux qui ont pour but de nous priver de notre liberté.
Bien sûr dans le cas présent, nous nous sommes retrouvés dans une situation particulière lors de notre traque. Notre choix de voler la voiture d'un conducteur au hasard qui se trouvait sur notre chemin a rajouté un facteur hors de notre contrôle. Nous avons choisi d'empêcher le conducteur de prévenir la police du vol de sa voiture et le seul moyen était de le prendre avec nous pour le temps que demandait la fuite de nos compagnons.
Nous avons répondu au dilemme dans lequel nous nous sommes retrouvés lorsqu'a commencé la course-poursuite uniquement sur le critère non d'un humanisme inconsidéré, mais selon notre code moral personnel. Il n'y eut donc aucun désarmement de la part de la police, je ne vais pas leur donner la joie de valoriser le travail de la police une fois de plus. Ce qui s'est passé était clairement notre choix, une décision de désengagement basée sur nos critères propres et en considérant tous les facteurs qui avaient surgi.
Vous pensez donc qu'un tribunal est compétent pour juger ces choix, les évaluer ou même se poser objectivement face à eux ? Bien sûr que non, exactement parce que ce sont des choix qui font la synthèse d'un lutte plus large à laquelle nous sommes confrontés. Et je parle de l'ensemble des choix, pas seulement du moment de la course-poursuite.
Beaucoup de choses différentes ont été entendues pendant le procès et à plusieurs reprises vous avez tenté de présenter un visage plus "démocratique" qui laisserait de la place au pluralisme des idées et de montrer que

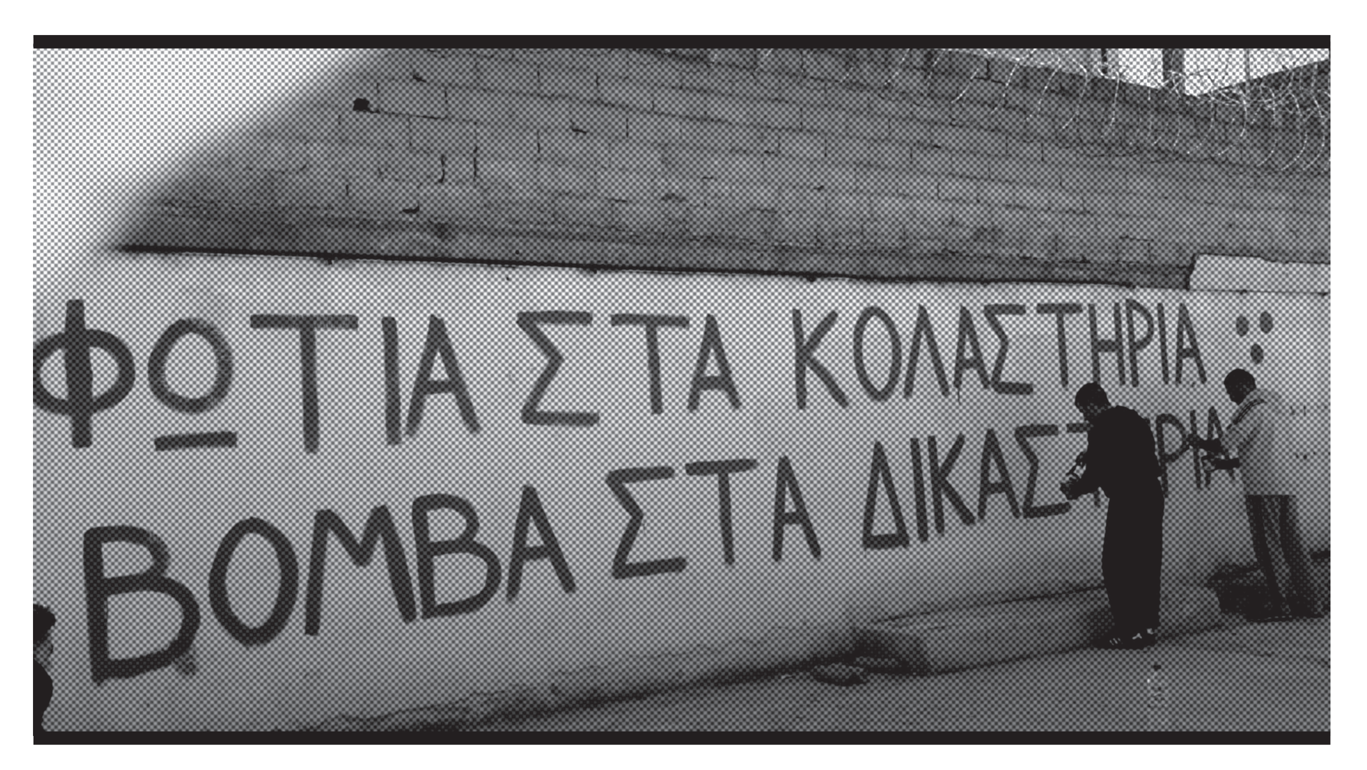
soi-disant vous comprendriez jusqu'à un certain point ce que nous défendons et promouvons. Ou bien encore que vous n'exécutez pas d'ordres, que vous n'êtes pas les bourreaux mandatés du système. Que les rendus ne sont pas pris d'avance et que votre travail est d'appliquer "la loi à la lettre". Mais, en vérité, comment appliqueriez-vous exactement "la loi à la lettre" dès l'instant où toute loi n'a pas un seul sens unique et manifeste ?
Dans le fond, il n'y a donc quasiment aucune chance pour que l'autorité judiciaire dévie de la politique étatique. Même dans les cas où le facteur humain prévaut ou dans le cas d'un activisme judiciaire, l'initiative sera soit assimilée par le système, soit le but de l'activisme judiciaire sera le changement de politique gouvernementale et non son opposition au mécanisme étatique. Par ailleurs, votre implication directe et consciente dans ce dernier vous engage aussi sur le plan politique. Chose qui bien sûr n'est pas cachée et refait surface quand sont menacées la stabilité et le visage humain du système. Comme par exemple le dévouement exemplaire de "monsieur le président [de la cour]" à dicter systématiquement les réponses aux flics afin de les tirer de cette position difficile qui est de compromettre leurs collègues.
Vous êtes donc complices des innombrables crimes du terrorisme étatique, co-responsables de la situation désespérée que nous vivons quotidiennement. Défenseurs dévoués d'un système d'exploitation et de misère. Assassins aux mains couvertes du sang de tous ces moments libres et insoumis. Des branches de l'"arbre" du pouvoir et de la corruption, obligés de nettoyer le sang pour alléger votre conscience. Mais, la vanité de votre existence exige toujours plus de sang afin de nettoyer le précédent. Et naturellement, une soi-disant indulgence ne viendrait pas s'opposer à votre rôle repoussant. Nos condamnations certaines et les quelques dossiers de mise en examen qui nous sont collés vous laissent de la marge pour les "sensibilités" démocratiques.

L'état d'urgence que nous vivons se base sur l'hypnose de la société et continuera d'exister tant que la peur prévaudra sur la combativité. L'État et le Capital ont besoin de la passivité, le seul moyen de survivre sans devenir la cible de la répression féroce étant de simplement fermer les yeux et de laisser sa vie s'échapper, l'Histoire s'écrire sans l'affecter d'un iota.
Une hibernation dans un "hiver" profond et sans fin. L'"hiver" du pouvoir et de l'exploitation. L'"hiver" de la terreur, de la violence, de l'État, des forces de répression, des lois, des magistrats, du capitalisme.
Et néanmoins, il existe dans cet "hiver" quelques individus qui défient les ténèbres de nos temps et la supériorité militaire incontestable du système et se battent pour le "printemps" de demain. Ils portent en eux l'opiniâtreté du printemps qui toujours gagne la bataille contre l'hiver. Tous ces individus ont un critère en commun, ils n'ont jamais été satisfaits de ce qui leur a été prétendument donné généreusement.
Ils s'unissent face aux impératifs éthiques de nos temps et vont de l'avant, vers l'impossible. Un pas vers l'inconnu, mais qui est dans le même temps captivant justement parce qu'il est inconnu.
Ils se sont jetés dans la lutte tout d'abord pour changer leurs êtres, mais avec l'espoir de sa diffusion à l'ensemble de la société.
C'est toutes ces personnes qui ont refusé l'imposition de l'autorité et de l'exploitation qui, au cours des années, ont lutté en donnant jusqu'à leurs vies pour le rêve de révolution.
Des individus tombés amoureux de l'Idée de subversion et du besoin de destruction de la civilisation de la misère fortifiée. Retranchée derrière les moments d'oppression, derrière la peur diffuse et les "assassinats" continus des désirs insoumis.
Un voyage a débuté voilà des siècles, un chemin qu'ont emprunté des centaines de personnes au fil de l'Histoire. Un parcours vers l'émancipation totale de l'homme. Un parcours vers l'Utopie, vers la liberté, l'anarchie.
Et chaque pas dans cette direction, petit ou grand, porte le poids de l'histoire de toutes ces personnes. Chaque pas est un moment de lutte dans le chemin pour la révolution. À notre tour, nous faisons nous aussi la promesse de ne jamais trahir la lutte, de ne jamais oublier la beauté de ce voyage.

Je me déclare donc anarchiste impénitent, une partie de la lutte qui porte les traits propres de chaque personne en lutte, une lutte multi-tendances mais au but commun, la révolution.
Et s'il y a quelque chose de sûr, c'est que rien n'est fini, aujourd'hui plus que jamais nous devons continuer et intensifier notre lutte, former la perspective révolutionnaire pour le dépassement définitif du capitalisme.

TOUT POUR LA LIBERTÉ, JUSQU'À LA RÉVOLUTION ET L'ANARCHIE

Andreas-Dimitris Bourzoukos
Dikastiki Filaki, A'Pteriga,
Koridallos, T.K. 18110, Athens, Greece



A propos de la nouvelle loi

2014 - Grèce

La restructuration des prisons grecques, entamée par le Ministère de la Justice en coopération avec le Ministère de l'Ordre Public, vise à renforcer la confrontation pénale et disciplinaire avec les prisonniers. Les prisons seront organisées selon trois types : type A, B et C. Les prisons type A seront destinées aux personnes condamnées ou en détention préventive pour des dettes financières et aux personnes condamnées à des peines jusqu'à 5 ans. Les prisons type B seront destinées aux personnes accusées ou condamnées pour des faits criminels, mais qui n'ont pas écopé la perpétuité. Les prisons type C seront destinées aux prévenus et condamnés d'accusations de terrorisme, de constitution d'organisation criminelle et aux prisonniers qui auraient incité ou participé à des révoltes dans les prisons. L'évaluation concernant la dangerosité du prisonnier menant à son incarcération sous le type C est faite par un procureur.

Plus spécifiquement, afin de déterminer la dangerosité de chaque prisonnier, le procureur prend en considération : le degré du crime commis ou de l'infraction disciplinaire, la possibilité de commettre de nouvelles infractions, l'existence d'autres faits criminels, l'existence d'autres indices que les autorités responsables pourraient invoquer à charge du prisonnier et finalement, la personnalité du prisonnier. Aussi, pour qu'un prisonnier condamné pour des délits terroristes (article 187) soit transféré directement en type C, il doit être condamné à plus de 12 ans d'emprisonnement. Pour les personnes condamnées pour constitution de et participation à une organisation criminelle (article 187A), cette limite s'élève à 15 ans. **La détention initiale dans les prisons type C sera de 2 ans pour les prisonniers « rebelles » et d'au moins 4 ans pour les personnes condamnées pour terrorisme ou organisation criminelle, avec la possibilité d'une prolongation dans le cas où le prisonnier est considéré dangereux selon les critères ci-dessus.** Dans ces cas-là, il n'y a pas de « pénalité bénéficiale ». En plus, ces prisonniers auront des visites limitées, **seront privés de toute forme d'activité créative et du droit au travail et n'auront pas droit à des congés pendant 10-20 ans. Enfin, leur préau se limite à une heure par jour.**

A propos de la surveillance, la nouvelle loi donne plus de devoirs et de pouvoir aux policiers en tant que gardiens à l'intérieur de la prison, en plus de leurs devoirs en tant que gardiens à l'extérieur. Des détails de ces devoirs n'ont pas été annoncés officiellement pour des raisons de sécurité. Ce nouveau corps formé par des policiers fait partie de la Police Hellénique et sera responsable pour la surveillance des environs de la prison (le radius est décidé par le chef de la police), la surveillance des portes et le contrôle de qui et de quoi entre, la sécurisation des transferts de « sureté », la surveillance permanente de détenus hospitalisés tout comme l'escorte quand ils doivent se rendre aux interrogations, aux procès ou à des rendez-vous médicales. Ce corps aidera aussi l'administration pénitentiaire en gérant des troubles à l'intérieur et sera entraîné afin d'être capable d'effectuer tous ces devoirs. D'ailleurs, la nouvelle loi transforme la délation en ordonnance, vu que les prisonniers qui fournissent des informations concernant un groupe terroriste, que cela concerne un autre prisonnier ou pas, se verront octroyés une récompense qui pourrait écourter leur peine, voir même les faire sortir en conditionnelle.

La nouvelle loi stipule aussi que des prélèvements d'ADN doivent être pris s'il s'agit d'une infraction ou d'un délit qui pourrait être puni de plus de trois mois de prison. L'analyse de ces prélèvements aura lieu dans des institutions étatiques et universitaires. Ils seront sauvegardés dans un archive ADN qui se trouvera dans le quartier général de la Police Hellénique et qui sera dirigée par un procureur. Les prélèvements d'ADN seraient supprimés de l'archive si les poursuites sont abandonnées.

Comme on a dit, la guerre pour la loi et l'ordre est à la recherche d'une approbation totale de tous les exploités. Tout le monde doit le sentir comme son devoir de participer à cette guerre pour la restauration de l'éligibilité. Cet éligibilité ne concerne pas seulement la structure spatiale et de classe de la prison, mais aussi le contrôle de tout l'espace et le temps des prisonniers. Cette idée de contrôle se voit aussi dans une nouvelle mesure (pas encore en vigueur) concernant l'introduction d'un bracelet électronique pour une surveillance de 24h sur 24. Elle sera appliquée pour les congés et pourrait être utilisée pour des condamnations à la résidence surveillée.

En analysant le ciblage de notre ennemi

La nouvelle loi vise à restructurer les prisons à de nombreux niveaux (spatial, administratif, technologique et rapports personnels). Cela a en effet à voir avec la révision du cadre juridique dans un nouveau contexte politique et social. L'agenda est d'affronter les problèmes et les défaillances du système existant, tout comme de se préparer aux futures conditions sociales. Une partie de cet agenda : la guerre contre les impuissants, un effort intensifié pour illégaliser des larges groupes sociales et des comportements, tolérance zéro en particulier envers tout ce qui est radical et révolutionnaire.

Tenons pour acquis que durant cette récession, nombreuses personnes perdront leurs maisons, leurs boulots, leurs droits et leur dignité. Cela sera aussi notre avenir, vu qu'aucun New Deal est probable d'arriver de nouveau. Donc, tous les inadaptés, tous les dissidents et toute connexion risquée doivent être soumis au contrôle. On peut décrire le ciblage pour chaque type de prison de la façon suivante. Le cible de prisons type A serait les personnes qui étaient jusque-là des gens de famille et qui accumuleront des lourdes dettes et qui seront désespérées : mieux donc les enfermer que les laisser en liberté et capables de faire quelque chose de fou ou de violent. D'ailleurs, selon les valeurs néolibérales, toute personne est responsable de son propre échec et doit l'accepter en tant que telle. En même temps, de telles personnes, qui iront en prison pour des histoires de drogues ou de dettes, seront enfermées dans le type A qui sera plus « tranquille ».

L'Etat crée et promeut des différents types de cellules afin de nous faire sentir que nous sommes loin du « pire ». Les délinquants financiers et les pauvres qui pourraient avec plus de probabilité choisir le chemin de l'illégalité, doivent redevenir productifs. Et pour cela, ils doivent être disciplinés. Il est probable qu'après une courte incarcération dans une prison moins lugubre que le type C, la personne sera émotionnellement épuisée, pleine de regret voire même obéissante, mais pas du tout dangereuse. Pour tous les autres, les vrais ennemis de la Justice (les activistes politiques, les longues peines, les perpètes et les prisonniers rebelles), la solution, ce sont des conditions spéciales de détention qui sont comme une tombe.

Le pouvoir capitaliste développe des mesures de surveillance et de contrôle et crée même à l'intérieur de la prison des individus en compétition les uns avec les autres. C'est la logique dans laquelle il peut développer le cadre technique et idéologique des lois et les techniques de criminalisation et de punition. Il peut prévoir les changements dans la composition sociale, s'y infiltrer et distiller une nouvelle composition. Cette nouvelle composition sociale doit être totalement coordonnée, particulièrement dans cette période en Grèce, et cela donne l'impulsion à l'Etat grec pour réformer et durcir le système pénal. La question « où est l'Etat » trouve sa réponse exactement quand ceux qui se la posent sont jetés par-dessus bord.

En enfermant ces gens, on se les approprie, on les montre le « bon chemin ». Tout le monde porte son propre histoire, sa propre responsabilité et ses propres erreurs. Une de ces erreurs, c'est éviter de déconstruire le monde dans lequel nous vivons (nos pensées, notre comportement, nos pratiques et nos actions). La pire erreur, c'est de bloquer la possibilité de révolte de ceux qui ne se rendent pas encore compte de leur place dans le capitalisme.

Les panels d'experts qui travaillent sur la sécurité et le contrôle suggèrent qu'un artiste de graffiti utilise les mêmes pratiques qu'un guérillero urbain, dans le sens qu'ils partagent une façon similaire d'affronter la métropole et d'éviter la police. Cette suggestion indique la vraie recherche : le capitalisme qui cherche à nous imposer son propre agenda, pour sa propre survie. La brutalité de l'emprisonnement n'est pas juste un mal nécessaire, mais l'arme principal dans la guerre afin d'obtenir le consensus par la terreur.

Les conditions spéciales de détention du type C

L'annonce officielle stipulait que la première prison type C à Domokos sera utilisée pour enfermer des personnes condamnés pour terrorisme, haute trahison et organisation criminelle et des prisonniers très dangereux condamnés à au moins 10 ans et à la perpétuité. Le moment de l'annonce de ces mesures n'est pas aléatoire. Cela arrive après que quelques activistes politiques emprisonnés ont enfreint leurs conditions (H. Xiros, K. Sakkas, P. Roupa et N. Maziotis) et le scandale médiatique à propos de l'incompétence des autorités grecques qui a suivi. Un scandale similaire avait éclaté après l'évasion massive de longues peines de la prison de Trikala avec le meurtre consécutif de Mario Kola par les flics.

Les mécanismes du pouvoir focalisent sur la prison même. Les prisonniers politiques et les activistes doivent être isolés afin de ne pas les laisser aucune chance de s'organiser, de prendre contacts avec les compagnons à l'extérieur, de créer des troubles. Plus de prison, moins d'ailes, moins d'interactions signifie un meilleur contrôle des différents groupes nationaux et culturels et des intérêts conflictuels. Cette dernière chose est importante.

L'Etat tend toujours à contrôler l'économie noire, la mafia, le trafic de drogue. La prison en fait partie, vu que nombreux prisonniers impliqués dans de telles activités sont toujours soutenus par les gardiens et par l'administration. L'Etat étend sa politique intrusive aux sphères d'influence aussi à l'intérieur de la prison. Les prisons type C séparent ceux qui peuvent espérer des meilleurs jours de ceux qui ne peuvent pas du tout être intégrés aux lois capitalistes.

Ceci est le début d'une nouvelle époque en Grèce, l'époque du totalitarisme. Le capitalisme se protège à travers les mécanismes de l'Etat. Une mise à jour technique et militaire afin d'affronter les tensions et les troubles. L'Etat grec doit montrer sa force à tous ces fronts ouverts contre lui : des problèmes politiques et sociaux, des luttes, des émeutes, la guérilla urbaine, les luttes politiques organisées. C'est pour cela que la première cible, ce sont des prisonniers politiques, des guérilleros urbains, des anarchistes et des communistes.

Nous parlons de compagnons qui à travers des activités révolutionnaires diverses contre l'appareil démocratique sont devenus des otages de la loi étatique. Après un léger recul des actions armées révolutionnaires en 2002 suite aux arrestations de membres du groupe révolutionnaire 17 Novembre, le nombre des incidents d'actions armées est à la hausse pendant que le pays a entré dans le FMI. Des nouveaux groupes armés sont créés et organisent beaucoup d'actions cruciales. En 2009, un an après la révolte de décembre 2008, l'Etat commence à organiser une vaste politique de répression et met en route les dominos d'arrestations de membres de la Conspiration des Cellules de Feu et de la Lutte Révolutionnaire (pour ce dernier, les arrestations arrivent après l'assassinat de Lambros Fountas par les flics). Il n'y a pas seulement les personnes ayant revendiqué la responsabilité pour leur participation dans de tels groupes qui se trouvent enfermés, mais aussi d'autres personnes radicales confrontées avec des accusations qui y sont liées. Les prisonniers anarchistes et communistes se trouvent dans différentes prisons, mais la majorité est à Korydallos (Athènes). La nouvelle loi émerge dans une période où les activistes emprisonnés ne se rendent pas, mais continuent de se battre. Ils vivent en dignité, répandent leurs discours, nous informent des conditions et des nouvelles de l'intérieur de la prison et expriment leur solidarité avec nous.

L'aspect le plus radical de la lutte à l'intérieur des prisons, c'est de partager le discours radical avec d'autres détenus, d'organiser la lutte ensemble avec d'autres prisonniers et de relier cette lutte avec les luttes à l'extérieur des prisons. La lutte en cours de certains compagnons incarcérés ou la forte position des membres impénitents du 17N nous montrent que la lutte ne prend pas fin quand quelqu'un passe derrière les barreaux. La nouvelle loi vise alors à séparer les prisonniers politiques des délinquants criminels, empêche toute possibilité de création de rapports ou de formations radicales – quelque chose qui avait précisément été gagnée lors de luttes de prisonniers ces dernières années. Elle vise à éradiquer les éléments anarchistes, radicaux et révolutionnaires en les mettant à l'écart de la société carcérale à l'intérieur et du monde extérieur. En plus de l'isolement physique et social, la nouvelle loi veut l'annihilation politique des révolutionnaires et des guérilleros urbains.

En rapport avec tout cela, en février 2014, dix anarchistes emprisonnés avaient annoncé la formation de deux réseaux : l'Initiative des anarchistes emprisonnés à Korydallos et le Réseau des anarchistes emprisonnés (par la suite renommé « des combattants emprisonnés »). Un extrait de leur texte expliquera mieux le but de leur initiative…

« […] En étant en prison, nous nous sommes rapprochés, des gens qui ne connaissaient pas auparavant, nous avons discuté, nous nous sommes disputés et nous avons convenu que notre base commun était notre désir ne pas être assimilés par l'acceptation de l'idée de la prison. Pour nous, le fait qu'un anarchiste finit en prison ne signifie pas qu'il oublie les raisons qui ont mené à son emprisonnement ni qu'il restera inactif, attendant sa sortie. La conséquence de cela, c'est que nous nous révoltons contre l'administration, contre les agroupements autoritaires, contre la logique de la soumission et contre le cannibalisme social promu par ces logiques.
Pour ces raisons, nous croyons qu'il est très important de créer un collectif avec des caractéristiques politiques. Un collectif avec une structure et un fonctionnement non-hiérarchique, qui ne servira point comme interlocuteur entre l'administration et les autres prisonniers, mais qui cherchera à se relier à des prisonniers qui partagent des valeurs similaires et avec des compagnons à l'extérieur de la prison. Notre but n'est pas de partager des idées identiques, mais d'étendre et d'entrer en lien avec d'autres projets et valeurs radicaux. C'est notre défense contre la condition aliénante de l'incarcération et notre attaque contre la prison en tant qu'institution. Nous tentons de créer des rapports qui ne sont pas basés sur la culture d'harcèlement et d'intimidation, mais sur le respect de la diversité.
Nous avons donc créé le Réseau des Anarchistes Emprisonnés à Korydallos et le Réseau des Anarchistes Emprisonnés. Ces deux réseaux sont basés sur des initiatives, avec une composition non-solide, basé sur un accord minimal, et réalisent des actions à l'intérieur et à l'extérieur. Nous promouvons aussi la collaboration entre prisonniers – pas seulement entre anarchistes – dans différents prisons qui partagent nos valeurs.
Un collectif de prisonniers anarchistes peut saboter le fonctionnement normal de la prison. En fonction de la structure de chaque aile et de l'administration, il pourrait y avoir des révoltes qui pourraient cependant être facilement écrasées même par d'autres prisonniers. Cela peut paraître étrange, mais quand tu décides à te révolter, il faut prendre en compte non seulement les réactions de l'administration et des autorités, mais aussi les réactions hostiles d'autres prisonniers.
Il va sans dire que les conditions de la récession, la polarisation sociale, la création de nouveaux projets radicaux, la répression qui en suit et la réalité sociale généralement instable continueront à remplir les prisons avec plus de gens dangereux ou inutiles pour le capitalisme.
Ce qu'il faut comprendre, c'est que les prisons sont un champ de plus pour l'action anarchiste radicale et qu'il faut s'y préparer. » (Extrait de l'annonce de la grève de la faim et de la soif des anarchistes emprisonnés dans l'aile D de la prison de Korydallos).

[Entre temps, le nouveau parti politique au pouvoir - Syriza - a annoncé qu'il mettra fin aux prisons de type C.]